

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MAI 1906.

Projet de loi approuvant l'Acte général de la Conférence d'Algéciras du 7 avril 1906 et le protocole additionnel du même jour qui y est annexé.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le 31 mai 1905, les représentants des Puissances accréditées au Maroc reçurent une lettre circulaire du Maghzen demandant la réunion à Tanger d'une conférence internationale composée des dits représentants et de délégués du Maghzen. Cette conférence devait avoir pour but d'arriver à une entente sur les réformes que Sa Majesté Chérifienne avait décidé d'introduire dans son Empire, et d'examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application.

La Belgique entretient depuis de longues années des relations diplomatiques régulières avec le Maroc. Le mouvement de ses exportations est en progrès marqué et permet d'espérer de nouveaux développements. Elle a été partie contractante aux traités et arrangements qui ont réglé les questions touchant à l'établissement des Européens dans l'Empire chérifien. La place de nos délégués était donc naturellement indiquée dans une réunion internationale où ces intérêts collectifs devaient se débattre. Mais si notre pays est intéressé à voir régner au Maroc l'ordre et la paix, conditions indispensables de la liberté et de la sécurité des transactions, il n'est pas à dire cependant que nous ayons à revendiquer une part d'influence dans les relations politiques du Sultan avec les puissances européennes. Notre intervention dans les questions soulevées à propos des réformes que la situation intérieure de l'Empire a rendues nécessaire devait donc se mesurer strictement à ce que réclame la défense de nos intérêts économiques.

Telle avait été déjà notre attitude au cours des incidents qui provoquèrent les propositions du Sultan. Celles-ci donnèrent lieu, on le sait, à d'actives négociations entre la France et l'Allemagne.

Les Cabinets de Paris et de Berlin se mirent bientôt d'accord pour accepter la réunion de la conférence et pour limiter le cadre de ses délibérations, en y comprenant seulement les réformes qui, tout en tenant compte de la situation spéciale de la France, devaient avoir pour but le maintien de l'ordre, la bonne administration et le développement économique du pays, sur la base du respect de l'indépendance du Sultan et de la liberté économique pour tous.

Dès lors, les règles invariables qu'impose à la Belgique l'observation de sa neutralité ne s'opposaient en aucune manière à ce que la Belgique se rendit à l'invitation du Sultan.

Elle le fit savoir au Maghzen, lorsque nous eûmes été informés que la réunion de la conférence se trouvait assurée par l'assentiment de la majorité des puissances qui y avaient été conviées.

Il restait à déterminer d'une manière plus précise le programme de la conférence. Le gouvernement de la République française et celui de l'Empire d'Allemagne s'étaient entendus également pour faire donner au Sultan, par leurs représentants, à Tanger, des conseils en vue de la fixation de ce programme. Des négociations directes se poursuivirent à cet effet entre Paris et Berlin. Elles aboutirent à de nouvelles propositions, que les deux gouvernements, après les avoir élaborées en commun, soumirent aux Puissances invitées, et qu'il est utile de reproduire ici.

I. — 1° Organisation, par voie d'accord international, de la police hors de la région frontière;

2° Règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes. Dans la région frontière, l'application de ce règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

II. — Réforme financière. Concours financier donné au Maghzen par la création d'une Banque d'État avec privilège d'émission, se chargeant des opérations de trésorerie et s'entremettant pour la frappe de la monnaie, dont les bénéfices appartiendraient au Maghzen.

La banque d'État procéderait à l'assainissement de la situation monétaire.

Les crédits ouverts au Maghzen seraient employés à l'équipement et à la solde des troupes de police et à certains travaux publics urgents, notamment à l'amélioration des ports et de leur outillage.

III. — Étude d'un meilleur rendement des impôts et de la création de nouveaux revenus.

IV. — Engagement par le Maghzen de n'aliéner aucun des services publics au profit d'intérêts particuliers.

Principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, pour les travaux publics.

Ces propositions rencontrèrent un unanime assentiment, et le Sultan les accepta. On s'appliqua ensuite à aplanir certaines difficultés suscitées par le choix du lieu où se réuniraient les délégués des Puissances.

La Conférence ouvrit ses travaux à Algéciras le 16 janvier.

Treize puissances y avaient envoyé leurs plénipotentiaires. La mission de représenter la Belgique fut confiée au baron Joostens, envoyé extraordinaire

et ministre plénipotentiaire près le roi d'Espagne, et au comte Conrad de Buisseret, qui occupe les mêmes fonctions à Tanger. Les services antérieurs de ces deux agents offraient une garantie sûre du tact et de l'intelligence qu'ils apporteraient dans l'accomplissement de leur mandat.

Le Gouvernement se plaît à reconnaître qu'il n'a pas été déçu dans cette attente.

Les instructions remises à MM. Joostens et de Buisseret étaient dictées par la pensée que la Belgique, n'ayant aucune visée politique au Maroc, n'avait à se préoccuper que de sauvegarder la libre expansion de son commerce et de son industrie.

Nos plénipotentiaires étaient invités à prendre part aux travaux de la conférence en observant la ligne de conduite traditionnelle qui a été suivie chaque fois que les représentants de la Belgique ont été appelés à délibérer, dans des réunions internationales, sur des questions d'intérêt commun.

Leur règle devait donc être de ne point intervenir si des questions touchant l'influence politique que revendiquent certains États au Maroc, venaient à être soulevées.

Si des divergences de vues surgissaient à cet égard entre les Puissances les plus directement intéressées, nos délégués devaient, dans un esprit impartial et également bienveillant pour tous, respectueux des situations acquises, se rallier aux solutions que les Puissances qualifiées pour interposer leurs bons offices suggéreraient à titre de transactions, et qui seraient de nature à obtenir l'unanimité des suffrages, requise dans des conférences internationales pour toutes les décisions qui doivent lier les Puissances contractantes.

En matière économique, l'action de nos délégués devait s'orienter vers la défense et la protection de notre commerce et de notre industrie, en observant vis-à-vis des tierces puissances tous les égards compatibles avec nos intérêts propres, et en se tenant au principe de l'assimilation complète de traitement avec les autres pays. Dans ce domaine, et bien que le rôle de la Belgique à la conférence dût être et rester secondaire, certaines initiatives n'étaient pas exclues, si nos intérêts les réclamaient.

Nos délégués ont eu l'occasion d'user de cette latitude, notamment en ce qui concerne le commerce des armes au Maroc, et ils l'ont fait non sans succès, comme il sera indiqué ci-dessous.

L'œuvre de conciliation, entreprise par la Conférence, a été dès la première séance définie par le Président avec l'assentiment de tous les délégués.

Le duc d'Almodovar constatait que le Sultan et les Puissances, en acceptant le programme arrêté par l'Allemagne et la France, n'avaient pas investi la conférence de la mission de tracer un plan complet pour la transformation administrative du Maroc. Il s'agissait plutôt d'étudier en commun les moyens d'application des mesures qui, dès à présent, paraîtraient à la fois les plus urgentes et les plus faciles à introduire.

Les Puissances étaient d'accord pour reconnaître que le but poursuivi ne pouvait être atteint que moyennant l'introduction dans l'Empire de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté du Sultan, de l'intégrité de ses États et de l'égalité de traitement en matière de commerce, c'est-à-dire de la porte ouverte.

Les négociations d'Algéciras, laborieuses à certains égards et à certains moments, se terminèrent le 7 avril, par la signature, de l'acte général soumis actuellement à l'approbation des Chambres.

Il s'y trouve annexé un protocole additionnel, qui avise aux mesures à prendre pour assurer dans une forme appropriée aux circonstances l'adhésion du Sultan du Maroc, laquelle n'a pu être constatée à Algéciras même, par la signature de ses délégués.

L'acte général est rédigé en 123 articles. Il comprend :

- I. — Une déclaration relative à l'organisation de la police;
- II. — Un règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes;
- III. — Un acte de concession d'une banque d'État marocaine;
- IV. — Une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus;
- V. — Un règlement sur les douanes de l'empire et la répression de la fraude et de la contrebande;
- VI. — Une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.

Il reste à exposer aux Chambres, dans un résumé succinct, la portée de chacun de ces chapitres, en indiquant les dispositions qui doivent être particulièrement signalées au point de vue des intérêts belges.

Le chapitre premier, sous la forme d'une Déclaration, organise pour cinq ans la police dans les huit ports marocains ouverts au commerce.

La police, recrutée parmi les musulmans marocains, reste placée sous l'autorité souveraine du Sultan. Des officiers et sous-officiers instructeurs français et espagnols seront mis à sa disposition pour la commander. Le cadre des instructeurs sera français dans quatre ports, espagnol dans deux, et mixte dans deux autres.

Le fonctionnement de la police fera l'objet d'une inspection générale, qui sera confiée par le Sultan à un officier supérieur de l'armée suisse, dont le choix sera présenté à son agrément par le Gouvernement fédéral.

Dans le but de permettre aux Puissances de constater que la police s'exerce conformément aux décisions prises par la Conférence, les rapports adressés par l'inspecteur général au Maghzen seront également communiqués au corps diplomatique accrédité à Tanger.

La sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales se trouveront garanties d'une manière efficace et conforme aux traités, par ces dispositions, dont les gouvernements contractants pourront toujours surveiller l'application.

Les plénipotentiaires belges n'ont pas eu à intervenir dans les négociations qui ont abouti à cet arrangement. Il suffisait, en effet, que l'intérêt que nous avons au maintien de l'ordre dans les ports marocains fût pleinement sauvegardé par les Puissances que leur influence au Maroc désignait pour concourir à cette mission. Quant à l'inspection générale qui doit, en cas de besoin, faciliter l'exercice du contrôle du corps diplomatique elle sera remise à un officier d'un État neutre autre que la Belgique et n'ayant pas au Maroc

dés intérêts économiques aussi importants que les nôtres. Nous n'avions aucune raison qui pût nous engager à désirer que cette charge fût confiée à l'un de nos nationaux.

Le chapitre II a pour objet le Règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes.

Les Puissances contractantes se sont attachées ici à donner satisfaction aux exigences de la sécurité publique au Maroc, souvent compromise par l'introduction clandestine d'armes de guerre. Sous l'empire de cette préoccupation, on a adopté des mesures qui ne tendaient pas seulement à interdire tout commerce d'armes et de munitions de guerre au Maroc et à réglementer strictement la livraison de celles qui seraient fournies aux armées du Sultan. La Conférence a jugé en outre que, pour être efficace, la prohibition devait s'étendre également à l'importation des armes de chasse et de luxe.

Les intérêts de la Belgique dans ce commerce sont considérables, et le Gouvernement ne les a pas perdus de vue. Sur l'initiative que nos plénipotentiaires avaient été autorisés à prendre, la Conférence a tempéré la rigueur de ces prohibitions, en insérant dans la déclaration un article réservant, dès que les circonstances le permettront, une réglementation spéciale du commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent. A Tanger et, éventuellement dans certains ports qui seront désignés, les personnes ayant obtenu une licence du Gouvernement marocain seront admises à ouvrir et à exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse.

Le débouché qu'offre le Maroc à notre industrie armurière pourra donc se rouvrir, aussitôt que le Sultan, sur l'avis conforme du corps diplomatique, estimera que cela peut se faire sans détriment pour la sécurité publique. On a réussi à éviter ainsi que la fermeture du Maroc aux produits de l'industrie armurière, sauf pour les fournitures à faire au Maghzen, ne fût prononcée par l'acte général d'une manière complète et définitive.

Le chapitre III s'occupe de l'acte de concession d'une Banque d'État.

L'organisation, le fonctionnement, le but et les attributions de la Banque font l'objet des articles 31 à 76.

Le nouvel établissement de crédit, qui remplira les fonctions de trésorier payeur de l'Empire et qui sera l'agent financier du Gouvernement, aura à intervenir dans les principales manifestations de l'activité économique au Maroc. Les censeurs de la Banque, qui exerceront leur mandat par délégation des Puissances signataires, veilleront à la bonne marche du service et à la stricte observation des clauses de la concession et des statuts.

Vous serez unanimement d'avis, Messieurs, qu'il est d'un haut intérêt pour la Belgique de faire usage de la faculté, que lui réserve l'article 56 de l'acte international, de participer à la constitution de la Banque.

Le chapitre IV comprend une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus.

Les dispositions qui font l'objet de ce chapitre ont pour but, d'une part,

d'améliorer le régime de la propriété foncière pour les étrangers, d'en assurer la stabilité et la sécurité et, d'autre part, de permettre au Maghzen de se créer des ressources nouvelles qui lui permettront notamment de pourvoir aux besoins de la voirie et de l'hygiène.

Le corps diplomatique à Tanger participera avec le Gouvernement chérifien à l'élaboration des règlements à édicter à cet égard. Il prêtera également son concours pour l'établissement de certaines taxes dont l'article 63 précise la nature.

Enfin, à titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère paieront à leur entrée au Maroc une taxe spéciale de 2 $\frac{1}{2}$ % *ad valorem*.

Le produit intégral de cette taxe formera un fonds qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'empire chérifien.

L'article 66 énumère les mesures qui seront prises pour assurer l'exécution de cette disposition et garantir en même temps l'impartialité des adjudications de travaux publics.

Les autres stipulations du chapitre IV ne semblent nécessiter aucun commentaire spécial.

Le chapitre V traite des douanes de l'Empire et de la navigation, de la fraude et de la contrebande. Dans une série de dispositions, il réglemente minutieusement tout ce qui concerne l'entrée et la sortie des marchandises, le transport par cabotage, la perception des droits de douane, la taxation de la valeur des marchandises, les formalités de la confiscation de celles qui auraient été saisies.

Le chapitre VI, après avoir proclamé qu'aucun des services publics de l'Empire ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers, indique dans quelles conditions et moyennant quelles garanties il pourrait être fait appel au concours de l'industrie et des capitaux étrangers pour l'exploitation de services publics ou pour, l'exécution de travaux tels que construction de routes, chemins de fer, etc.

Les articles 111 à 119 s'occupent du régime à appliquer aux concessions d'exploitation de forêts, de mines et de carrières ainsi que des principes et de la procédure à suivre en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le chapitre VII (dispositions générales) s'occupe des mesures à prendre par les Puissances signataires en vue d'assurer en temps opportun la complète exécution des engagements contractés.

C'est pour satisfaire à ces dispositions contractuelles que le Gouvernement du Roi a cru devoir soumettre sans tarder aux Chambres belges le projet de loi ci-joint.

L'article premier dudit projet porte approbation de l'Acte général de la Conférence d'Algéciras et du protocole additionnel, lequel a pour but de permettre aux Gouvernements intéressés de préparer l'exécution de l'arrangement international, sans attendre que les signatures des délégués de Sa Majesté chérifienne aient pu être apposées sur l'instrument original.

L'article 2 autorise le Gouvernement à prescrire, dans les conditions indiquées par l'Acte général, les mesures que comporte l'exécution de cet Acte.

La Belgique a pris à la Conférence d'Algéciras une part qui répond à la situation qu'elle occupe dans la société internationale. La lecture de l'exposé qui précède permet de constater en même temps que les intérêts économiques du pays, dont la défense avaient été remise à nos plénipotentiaires, se trouvent pleinement sanvegardés.

Le Gouvernement a la confiance que les Chambres marqueront leur approbation en votant le projet de loi qui leur est soumis.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

FÀVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés l'Acte général de la Con-
férence internationale d'Algéciras et le pro-
tocol additionnel signés, le 7 avril 1906,
par la Belgique avec les Puissances repré-
sentées à ladite Conférence.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à prendre
les mesures que comporte l'exécution de ces
actes diplomatiques.

Donné à Villefranche, le 22 avril 1906.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast het ontwerp van wet waarvan de
inhoud volgt in Onzen naam bij de Wet-
gevende Kamers aan te bieden :

ARTIKEL EEN.

Zijn goedgekeurd de algemeene Akte van
de Conferentie van Algesiras en het toege-
voegd protocol, beide den 7ⁿ April 1906
door België ondertekend met de op
voormelde Conferentie vertegenwoordigde
Mogendheden.

ART. 2.

De Regeering is gemachtigd tot het
treffen van de noodige maatregelen voor de
uitvoering van die diplomatieke akten.

Gegeven te Villefranche, den 22 April 1906.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Buitenlandsche Zaken,***FAVEREAU.**

ACTE GÉNÉRAL

DE LA

CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'ALGÉCIRAS

AU NOM DE DIEU TOUT PUISSANT :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom
de l'Empire Allemand ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi
Apostolique de Hongrie ;

Sa Majesté le Roi des Belges ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne ;

Le Président des États-Unis d'Amérique ;

Le Président de la République Française ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et
d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers,
Empereur des Indes ;

Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté le Sultan du Maroc ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Sa Majesté le Roi de Suède ;

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc, et ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de ses États et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu, sur l'invitation qui leur a été adressée par Sa Majesté chérifienne, de réunir une

conférence à Algéciras pour arriver à une entente sur lesdites réformes, ainsi que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application et ont nommé pour Leurs Délégués Plénipotentiaires :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

Le Sieur JOSEPH DE RADOWITZ, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur CHRISTIAN, COMTE DE TATTENBACH, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Fidèle;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Le Sieur RODOLPHE, COMTE DE WELSERSHEIMB, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur LÉOPOLD, COMTE BOLESTA-KOZIEBRODZKI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Roi des Belges :

Le Sieur MAURICE, BARON JOOSTENS, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur CONRAD, COMTE DE BUISSET-STEENBECQUE DE BLARENCHIEN, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

DON JUAN MANUEL SANCHEZ Y GUTIÉRREZ DE CASTRO, DUC DE ALMODÓVAR DEL RÍO, Son Ministre d'État, et

DON JUAN PÉREZ-CABALLERO Y FERRER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Le Président des États-Unis d'Amérique :

Le Sieur HENRY WHITE, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

Le Sieur SAMUEL R. GUMMÉRÉ, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des États-Unis d'Amérique au Maroc;

Le Président de la République Française :

Le Sieur PAUL RÉVOIL, Ambassadeur Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française auprès de la Confédération Suisse, et

Le Sieur EUGÈNE REGNAULT, Ministre Plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes :

SIR ARTHUR NICOLSON, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le Sieur ÉMILE, MARQUIS VISCONTI VENOSTA, Chevalier de l'Ordre de la Très-Sainte Annonciade, et

Le Sieur GIULIO MALMUSI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Sultan du Maroc :

El Hadj MOHAMED BEN-EL ARBI ETTORRÉS, Son Délégué à Tanger et Son Ambassadeur Extraordinaire,

El Hadj MOHAMED BEN ABDESSELAM EL MOKRI, Son Ministre des Dépenses,

El Hadj MOHAMED ES-SEFFAR, et

Sid ABDERRHAMAN BENNIS;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le Sieur JONKHEER HANNIBAL TESTA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

Le Sieur ANTOINE, COMTE DE TOVAR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur FRANÇOIS-ROBERT, COMTE DE MARTENS FERRAO, Pair du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Le Sieur ARTHUR, COMTE CASSINI, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur BASILE DE BACHERACHT, Son Ministre au Maroc;

Sa Majesté le Roi de Suède :

Le Sieur ROBERT SAGER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique et près Sa Majesté Très-Fidèle,

lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due

forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté Chérifienne et les Puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté :

- I. Une déclaration relative à l'organisation de la police;
- II. Un règlement organisant la surveillance et la répression de la contrebande des armes;
- III. Un acte de concession d'une banque d'État marocaine;
- IV. Une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus;
- V. Un règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande;
- VI. Une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics,

et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un acte général composé des articles suivants :

CHAPITRE PREMIER.

Déclaration relative à l'organisation de la police.

ARTICLE PREMIER.

La Conférence, appelée par Sa Majesté le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes :

ART. 2.

La police sera placée sous l'autorité souveraine de Sa Majesté le Sultan. Elle sera recrutée par le Maghzen parmi les musulmans marocains, commandée par des caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

ART. 5.

Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français seront mis à sa disposition par leurs Gouvernements respectifs, qui soumettront leur désignation à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne. Un contrat passé entre le Maghzen et les instructeurs, en conformité du règlement prévu à l'article 4, déterminera les conditions de leur engagement et fixera leur solde, qui ne pourra pas être inférieure au double de la solde correspondante au grade de chaque officier ou sous-officier. Il leur sera alloué, en outre, une indemnité de résidence variable suivant les localités. Des logements convenables seront mis à leur disposition par le Maghzen, qui fournira également les montures et les fourrages nécessaires.

Les Gouvernements auxquels ressortissent les instructeurs se réservent le droit de les rappeler et de les remplacer par d'autres, agréés et engagés dans les mêmes conditions.

ART. 4.

Ces officiers et sous-officiers prêteront pour une durée de cinq années, à dater de la ratification de l'Acte de la Conférence, leur concours à l'organisation des corps de police chérifiens. Ils assureront l'instruction et la discipline conformément au règlement qui sera établi sur la matière; ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire. D'une façon générale, ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde, qui sera effectué par l'Amin, assisté de l'officier instructeur comptable. Ils prêteront aux autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement.

Les dispositions réglementaires, propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des corps de police, seront arrêtées d'un commun accord entre le Ministre de la Guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au corps diplomatique à Tanger, qui formulera son avis dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le règlement sera mis en application.

ART. 5.

L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser deux mille cinq cents hommes ni être inférieur à deux mille. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de cent cinquante à six cents hommes. Le nombre des officiers espagnols et français sera de seize à vingt; celui des sous-officiers espagnols et français de trente à quarante.

ART. 6.

Les fonds nécessaires à l'entretien et au paiement de la solde des troupes et des officiers et sous-officiers instructeurs seront avancés au Trésor chérifien par la Banque d'Etat, dans les limites du budget annuel attribué à la police, qui ne devra pas dépasser deux millions et demi de pesetas pour un effectif de deux mille cinq cents hommes.

ART. 7.

Le fonctionnement de la police sera, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale, qui sera confiée par Sa Majesté chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse dont le choix sera proposé à son agrément par le Gouvernement fédéral suisse.

Cet officier prendra le titre d'inspecteur général et aura sa résidence à Tanger.

Il inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et, à la suite de ces inspections, il établira un rapport qu'il adressera au maghzen.

En dehors des rapports réguliers, il pourra, s'il le juge nécessaire, établir des rapports spéciaux sur toute question concernant le fonctionnement de la police.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction, l'inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police sera installée.

ART. 8.

Les rapports et communications faits au Maghzen par l'inspecteur général au sujet de sa mission seront en même temps remis en copie au doyen du Corps diplomatique à Tanger, afin que le Corps diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux Traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celles des transactions commerciales.

ART. 9.

En cas de réclamation dont le Corps diplomatique serait saisi par la Légation intéressée, le Corps diplomatique pourra, en avisant le représentant du Sultan, demander à l'inspecteur général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations, à toutes fins utiles.

ART. 10.

L'inspecteur général recevra un traitement annuel de 25,000 francs. Il lui sera alloué, en outre, une indemnité de 6,000 francs pour frais de tournées. Le Maghzen mettra à sa disposition une maison convenable et pourvoira à l'entretien de ses chevaux.

ART. 11.

Les conditions matérielles de son engagement et de son installation, prévues à l'article 10, feront l'objet d'un contrat passé entre lui et le Maghzen. Ce contrat sera communiqué en copie au Corps diplomatique.

ART. 12.

Le cadre des instructeurs de la police chérifienne (officiers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca et français dans les trois autres ports.

CHAPITRE II.

**Règlement concernant la surveillance et la répression
de la contrebande des armes.**

ART. 13.

Sont prohibés dans toute l'étendue de l'empire chérifien, sauf dans le cas spécifié aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de

guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toutes espèces, poudres, salpêtres, fulmi-coton, nitro-glycérine et toutes compositions destinées exclusivement à la fabrication des munitions.

ART. 14.

Les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics pourront, néanmoins, être introduits. Un règlement, pris dans les formes indiquées à l'article 18, déterminera les conditions dans lesquelles sera effectuée leur importation.

ART. 15.

Les armes, pièces d'armes et munitions, destinées aux troupes de S. M. chérifienne, seront admises après l'accomplissement des formalités suivantes :

Une déclaration, signée par le ministre de la guerre marocain, énonçant le nombre et l'espèce des fournitures de ce genre commandées à l'industrie étrangère, devra être présentée à la légation du pays d'origine, qui y apposera son visa.

Le dédouanement des caisses et colis contenant les armes et munitions, livrées en exécution de la commande du gouvernement marocain, sera opéré sur la production :

1° De la déclaration spécifiée ci-dessus ;

2° Du connaissance indiquant le nombre, le poids des colis, le nombre et l'espèce des armes et munitions qu'ils contiennent. Ce document devra être visé par la légation du pays d'origine, qui marquera au verso les quantités successives précédemment dédouanées. Le visa sera refusé à partir du moment où la commande aura été intégralement livrée.

ART. 16.

L'importation des armes de chasse et de luxe, pièces d'armes, cartouche chargées et non chargées est également interdite. Elle pourra toutefois être autorisée :

1° Pour les besoins strictement personnels de l'importateur ;

2° Pour l'approvisionnement des magasins d'armes autorisés conformément à l'article 18.

ART. 17.

Les armes et munitions de chasse ou de luxe seront admises pour les besoins strictement personnels de l'importateur, sur la production d'un permis délivré par le représentant du Maghzen à Tanger. Si l'importateur est étranger, le permis ne sera établi que sur la demande de la légation dont il relève.

En ce qui concerne les munitions de chasse, chaque permis portera au maximum sur mille cartouches, ou les fournitures nécessaires à la fabrication de mille cartouches.

Le permis ne sera donné qu'à des personnes n'ayant encouru aucune condamnation correctionnelle.

ART. 18.

Le commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent, sera réglementé, dès que les circonstances le permettront, par décision chérifienne, prise conformément à l'avis du corps diplomatique à Tanger, statuant à la majorité des voix. Il en sera de même des décisions ayant pour but de suspendre ou de restreindre l'exercice de ce commerce.

Seules, les personnes ayant obtenu une licence spéciale et temporaire du gouvernement marocain seront admises à ouvrir et exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse. Cette licence ne sera accordée que sur demande écrite de l'intéressé, appuyée d'un avis favorable de la légation dont il relève.

Des règlements pris dans la forme indiquée au paragraphe 1^{er} de cet article détermineront le nombre des débits pouvant être ouverts à Tanger et, éventuellement, dans les ports qui seront ultérieurement désignés. Ils fixeront les formalités imposées à l'importation des explosifs à l'usage de l'industrie et des travaux publics, des armes et munitions destinées à l'approvisionnement des débits, ainsi que les quantités maxima qui pourront être conservées en dépôt.

En cas d'infractions aux prescriptions réglementaires, la licence pourra être retirée à titre temporaire ou à titre définitif, sans préjudice des autres peines encourues par les délinquants.

ART. 19.

Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises prohibées donnera lieu à leur confiscation et, en outre, aux peines et amendes ci-dessous, qui seront prononcées par la juridiction compétente.

ART. 20.

L'introduction ou tentative d'introduction par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane sera punie :

- 1° D'une amende de 500 à 2.000 pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée;
- 2° D'un emprisonnement de cinq jours à un an ou de l'une des deux pénalités seulement.

ART. 21.

L'introduction ou tentative d'introduction, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, sera punie :

- 1° D'une amende de 4,000 à 5,000 pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée;
- 2° D'un emprisonnement de trois mois à deux ans ou de l'une des deux pénalités seulement.

ART. 22.

La vente frauduleuse, le recel et le colportage des marchandises prohibées par le présent règlement seront punis des peines édictées à l'article 20.

ART. 23.

Les complices des délits prévus aux articles 20, 21 et 22 seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ART. 24.

Quand il y aura des indices sérieux, faisant soupçonner qu'un navire mouillé dans un port ouvert au commerce transporte, en vue de l'introduction au Maroc, des armes, des munitions ou autres marchandises prohibées, les agents de la douane chérifienne devront signaler ces indices à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède, avec l'assistance d'un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, vérifications ou visites qu'elle jugera nécessaires.

ART. 25.

Dans le cas d'introduction ou de tentative d'introduction par mer de marchandises prohibées, en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'au paiement des amendes prononcées. Toutefois, la saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer, acceptée par la douane.

ART. 26.

Le Maghzen conservera les marchandises confisquées soit pour son propre usage, si elles peuvent lui servir, à condition que les sujets de l'Empire ne puissent s'en procurer, soit pour les faire vendre en pays étranger.

Les moyens de transport à terre pourront être confisqués et seront vendus au profit du Trésor chérifien.

ART. 27.

La vente des armes réformées par le Gouvernement marocain sera prohibée dans toute l'étendue de l'empire chérifien.

ART. 28.

Des primes, à prélever sur les amendes prononcées, seront attribuées aux indicateurs qui auront amené la découverte des marchandises prohibées et

aux agents qui en auront opéré la saisie; ces primes seront ainsi attribuées après déduction, s'il y a lieu, des frais du procès, un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs, un tiers aux agents ayant saisi la marchandise et un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor chérifien.

ART. 29.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ART. 30.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff et, en général, dans les régions frontières des possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

CHAPITRE III.

Acte de concession d'une Banque d'État.

ART. 31.

Une banque sera instituée au Maroc, sous le nom de « Banque d'État du Maroc », pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est accordée par S. M. le Sultan pour une durée de quarante années, à partir de la ratification du présent acte.

ART. 32.

La banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'empire marocain.

La banque maintiendra pour le terme de deux ans, à compter de la date de son entrée en fonctions, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation et au moins égale au tiers, après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or.

ART. 33.

La banque remplira, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'Empire. A cet effet, le gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de l'emprunt 1904 et des autres revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créée en vue de l'accomplissement de certains travaux publics, le Gouvernement marocain devra le faire verser à la banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'emprunt 1904, qui se trouve régi par un contrat spécial.

ART. 34.

La banque sera l'agent financier du Gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, sans préjudice du droit pour le Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour lesdits emprunts, la banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les bons du trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le Gouvernement marocain voudrait négocier, sans en faire l'objet d'une émission publique, la banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire pour le compte du Gouvernement marocain, la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger.

ART. 35.

A valoir sur les rentrées du trésor, la banque fera au Gouvernement marocain des avances en compte courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La banque ouvrira, en outre, au Gouvernement, pour une durée de dix ans, à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police, organisés conformément aux décisions prises par la Conférence et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fonds spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de 7 %, commission de banque comprise, et la banque pourra demander au Gouvernement de lui remettre en garantie de leur montant une somme équivalente en bons du trésor.

Si, avant l'expiration des dix années, le Gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

ART. 36.

Le produit de la taxe spéciale (articles 33 et 66) formera un fonds spécial dont la banque tiendra une comptabilité à part. Ce fonds sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la Conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte courant au trésor.

ART. 37.

La Banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain.

ART. 38.

La banque, dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

ART. 39.

Les emplacements nécessaires à l'établissement de la banque, ainsi que de ses succursales et agences au Maroc, seront mis gratuitement à sa disposition par le Gouvernement et, à l'expiration de la concession, le Gouvernement en reprendra possession et remboursera à la Banque les frais de construction de ces établissements. La banque sera, en outre, autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

ART. 40.

Le Gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la banque, de ses succursales et agences. A cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements.

ART. 41.

La banque, ses succursales et agences seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaies, destinés aux opérations de la Banque, seront autorisées et exemptes de tout droit.

ART. 42.

Le Gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la banque par un Haut Commissaire marocain, nommé par lui après entente préalable avec le Conseil d'Administration de la Banque.

Ce Haut Commissaire aura le droit de prendre connaissance de la gestion de la Banque; il contrôlera l'émission des billets de Banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le Haut Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau; il sera chargé de la surveillance des relations de la banque avec le Trésor Impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des Censeurs.

Le Gouvernement chérifien nommera un ou deux Commissaires adjoints, qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du Trésor avec la banque.

ART. 43.

Un règlement, précisant les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain, sera établi par un comité spécial prévu à l'article 37, et approuvé par les censeurs.

ART. 44

La banque, constituée avec approbation du Gouvernement de Sa Majesté chérifienne, sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

ART. 45.

Les actions intentées au Maroc par la Banque seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions, intentées au Maroc contre la banque, seront portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le corps diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants.

Ce tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence, édictés en matière commerciale par la législation française.

L'appel des jugements prononcés par ce tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne, qui statuera en dernier ressort.

ART. 46.

En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la banque sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales.

ART. 47.

Les Statuts de la banque seront établis d'après les bases suivantes par un Comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les Censeurs et ratifiés par l'Assemblée générale des actionnaires.

ART. 48.

L'assemblée générale constitutive de la Société fixera le lieu où se tiendront les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; toutefois, ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville, s'il le juge utile.

La direction de la banque sera fixée à Tanger.

ART. 49.

La Banque sera administrée par un conseil d'administration composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société; ce sont eux, notamment, qui nommeront les directeurs, sous-directeurs et membres de la commission, indiquée à l'article 54, ainsi que les directeurs des succursales et agences.

Tous les employés de la société seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

ART. 50.

Les administrateurs, dont la nomination sera faite par l'assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. A l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des administrateurs; ils seront rééligibles.

A la constitution de la société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des administrateurs, lors du remplacement de ces derniers ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils pourront justifier être encore en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où, par suite de ces dispositions, un groupe souscripteur ne se trouverait plus en mesure de désigner un administrateur, l'assemblée générale des actionnaires pourvoirait directement à cette désignation.

ART. 51

Chacun des établissements ci-après : Banque de l'Empire Allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France, nommera, avec l'agrément de son gouvernement, un censeur auprès de la Banque d'État du Maroc.

Les censeurs resteront en fonctions pendant quatre années. Les censeurs sortants peuvent être désignés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire, mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester en charge.

ART. 52.

Les censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent acte des Puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci, veiller sur le bon fonctionnement de la Banque et assurer la stricte observation des clauses de la concession et des statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires ni dans l'administration intérieure de la Banque.

Chacun des censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la Banque, demander, soit au Conseil d'administration, soit à la Direction, des informations sur la gestion de la Banque et assister aux réunions du Conseil d'administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entre eux. D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu si trois des censeurs l'exigent.

Les quatre censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport annuel qui sera annexé à celui du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration transmettra, sans délai, une copie de ce rapport à chacun des Gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

ART. 53.

Les émoluments et indemnités de déplacement affectés aux censeurs seront établis par le Comité d'études des statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les banques chargées de leur désignation et remboursés à ces établissements par la Banque d'État du Maroc.

ART. 54.

Il sera institué à Tanger auprès de la Direction une commission dont les membres seront choisis par le Conseil d'administration sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la Banque.

Cette Commission, qui sera présidée par un des directeurs ou sous-directeurs, donnera son avis sur les escomptes et ouvertures de crédit.

Elle adressera un rapport mensuel sur ces diverses questions au Conseil d'administration.

ART. 55.

Le capital, dont l'importance sera fixée par le comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à 15 millions de francs, ni supérieur à 20 millions, sera formé en monnaie d'or, et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à 500 francs, seront libellées dans les diverses monnaies or à un change fixe, déterminé par les statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée générale des actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

ART. 56.

Le capital initial de la Banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les puissances représentées à la Conférence.

A cet effet, chaque puissance désignera une banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci-dessus spécifié, ainsi que le droit de désignation des administrateurs, prévu à l'article 50. Toute banque choisie comme chef de groupe pourra, avec l'autorisation de son Gouvernement, être remplacée par une autre banque du même pays.

Les États qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription auront à communiquer cette intention au Gouvernement royal d'Espagne dans un délai de quatre semaines, à partir de la signature du présent acte par les représentants des puissances.

Toutefois, deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au consortium des banques signataires du contrat du 12 juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le consortium à la Banque d'État du Maroc :

1° Des droits spécifiés à l'article 33 du contrat.

2° Du droit inscrit à l'article 32 (paragraphe 2) du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières, sous réserve expresse du privilège général, conféré en premier rang, par l'article 11 du même contrat aux porteurs de titres sur la totalité du produit des douanes.

ART. 57.

Dans un délai de trois semaines, à partir de la clôture de la souscription, notifiée par le Gouvernement royal d'Espagne aux puissances intéressées, un comité spécial, composé de délégués nommés par les groupes souscripteurs,

dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des administrateurs, se réunira afin d'élaborer les statuts de la banque.

L'assemblée générale constitutive de la société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent acte.

Le rôle du comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la société.

Le comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

ART. 58.

Aucune modification aux statuts ne pourra être apportée si ce n'est sur la proposition du conseil d'administration et après avis conforme des censeurs et du haut commissaire impérial.

Ces modifications devront être votées par l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

CHAPITRE IV.

Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus.

ART. 59.

Dès que le *tertib* sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les représentants des puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que ledit impôt ne sera appliqué aux étrangers,

a) que dans les conditions fixées par le règlement du Corps diplomatique à Tanger, en date du 23 novembre 1903;

b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le Maghzen et le Corps diplomatique à Tanger.

ART. 60.

Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'empire chérifien, et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de 10 kilomètres

autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale, et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la Convention de Madrid.

A Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour et, éventuellement, dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de 2 kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriétés, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le Maghzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications.

ART. 61.

Dans le but de créer de nouvelles ressources au Maghzen, la conférence reconnaît en principe qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipales et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction; mais le locataire ou le détenteur de la clef sera responsable envers le Trésor marocain.

Un règlement édicté, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et le Corps diplomatique à Tanger fixera le taux de la taxe, son mode de perception et d'application et déterminera la quotité des ressources ainsi créées qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire international, qui en réglera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale.

ART. 62.

Sa Majesté Chérifienne, ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains, chargés de la perception des impôts agricoles, ne recevraient plus des populations ni *sokhra* ni *mouna*, la Conférence estime que cette règle devra être généralisée autant que possible.

ART. 63.

Les Délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du Maghzen, occupés contre paiement de la redevance de 6 %, sont détenus par des ressortissants étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à révision. La

Conférence, désireuse de remédier à cet état de choses, charge le Corps diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux questions, d'accord avec le commissaire spécial que Sa Majesté Chérifienne voudra bien désigner à cet effet.

ART. 64.

La Conférence prend acte des propositions, formulées par les délégués chérifiens, au sujet de la création de taxes sur certains commerces, industries et professions.

Si, à la suite de l'application de ces taxes aux sujets marocains, le Corps diplomatique à Tanger estimait qu'il y a lieu de les étendre aux ressortissants étrangers, il est, dès à présent, spécifié que lesdites taxes seront exclusivement municipales.

ART. 65.

La Conférence se rallie à la proposition faite par la délégation marocaine d'établir avec l'assistance du Corps diplomatique :

- a) Un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les Adoul;
- b) Un droit de mutation, au maximum de 2 %, sur les ventes immobilières;
- c) Un droit de statistique et de pesage, au maximum de 1 % *ad valorem*, sur les marchandises transportées par cabotage;
- d) Un droit de passeport à percevoir sur les sujets marocains;
- e) Éventuellement des droits de quais et de phares dont le produit devra être affecté à l'amélioration des ports.

ART. 66.

A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées, à leur entrée au Maroc, d'une taxe spéciale s'élevant à 2 1/2 % *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial, qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien.

Le programme des travaux et leur ordre de priorité seront arrêtés, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et par le Corps diplomatique à Tanger.

Les études, devis, projets et cahiers des charges s'y rapportant seront établis par un ingénieur compétent nommé par le Gouvernement chérifien d'accord avec le Corps diplomatique. Cet ingénieur pourra, au besoin, être assisté d'un ou plusieurs ingénieurs adjoints. Leur traitement sera imputé sur les fonds de la caisse spéciale.

Les fonds de la caisse spéciale seront déposés à la Banque d'État du Maroc, qui en tiendra la comptabilité.

Les adjudications publiques seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le Corps diplomatique à Tanger est chargé d'établir avec le représentant de Sa Majesté chérifienne.

Le bureau d'adjudication sera composé d'un représentant du Gouvernement chérifien, de trois délégués du Corps diplomatique et de l'ingénieur.

L'adjudication sera prononcée en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

En ce qui concerne les sommes provenant de la taxe spéciale et qui seraient perçues dans les bureaux de douane, établis dans les régions visées par l'article 103 du règlement sur les douanes, leur emploi sera réglé par le Maghzen avec l'agrément de la Puissance limitrophe, conformément aux prescriptions du présent article.

ART. 67.

La Conférence, sous réserve des observations présentées à ce sujet, émet le vœu que les droits d'exportation des marchandises ci-après soient réduits de la manière suivante :

Pois chiches	20 %
Maïs	20 %
Orge	50 %
Blé	34 %

ART. 68.

Sa Majesté chérifienne consentira à élever à dix mille le chiffre de six mille têtes de bétail de l'espèce bovine que chaque puissance aura le droit d'exporter du Maroc. L'exportation pourra avoir lieu pour tous les bureaux de douane. Si par suite de circonstances malheureuses, une pénurie de bétail était constatée dans une région déterminée, Sa Majesté Chérifienne pourrait interdire temporairement la sortie du bétail par le port ou les ports qui desservent cette région. Cette mesure ne devra pas excéder une durée de deux années; elle ne pourra pas être appliquée à la fois à tous les ports de l'Empire.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions précédentes ne modifient pas les autres conditions de l'exportation du bétail, fixées par les firmans antérieurs.

La Conférence émet en outre le vœu qu'un service d'inspection vétérinaire soit organisé au plus tôt dans les ports de la côte.

ART. 69.

Conformément aux décisions antérieures de Sa Majesté Chérifienne et, notamment, à la décision du 28 septembre 1904, est autorisée entre tous les ports de l'Empire le transport par cabotage des céréales, graines, légumes, œufs, fruits, volailles et, en général, des marchandises et animaux de toute espèce, originaires ou non du Maroc, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux, pour lesquels un permis spécial du Maghzen sera nécessaire. Le cabotage pourra être effectué par des bateaux de toute nationalité, sans que lesdits articles aient à payer les droits d'exportation, mais en se conformant aux droits spéciaux et aux règlements sur la matière.

ART. 70.

Le taux des droits de stationnement ou d'ancrage, imposé aux navires dans les ports marocains, se trouvant fixé par des traités passés avec certaines puissances, ces puissances se montrent disposées à consentir la revision desdits droits. Le corps diplomatique à Tanger est chargé d'établir, d'accord avec le Maghzen, les conditions de la revision qui ne pourra avoir lieu qu'après l'amélioration des ports.

ART. 71.

Les droits de magasinage en douane seront perçus dans tous les ports marocains où il existera des entrepôts suffisants conformément aux règlements pris ou à prendre sur la matière par le Gouvernement de Sa Majesté chérifienne, d'accord avec le corps diplomatique à Tanger.

ART. 72.

L'opium et le kif continueront à faire l'objet d'un monopole au profit du Gouvernement chérifien. Néanmoins, l'importation de l'opium, spécialement destiné à des emplois pharmaceutiques, sera autorisée par permis spécial, délivré par le Maghzen sur la demande de la légation dont relève le pharmacien ou médecin importateur. Le Gouvernement chérifien et le corps diplomatique régleront, d'un commun accord, la quantité maxima à introduire.

ART. 73.

Les représentants des puissances prennent acte de l'intention du Gouvernement chérifien d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole existant en ce qui concerne le tabac à priser. Ils réservent le droit de leurs ressortissants à être dûment indemnisés des préjudices que ledit monopole pourrait occasionner à ceux d'entre eux qui auraient des industries créées sous le régime actuel concernant le tabac. A défaut d'entente amiable, l'indemnité sera fixée par des experts désignés par le Maghzen et par le corps diplomatique, en se conformant aux dispositions arrêtées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 74.

Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, sera appliqué aux fermes concernant le monopole de l'opium et du kif. Il en serait de même pour le monopole du tabac s'il était établi.

ART. 75.

Au cas où il y aurait lieu de modifier quelqueune des dispositions de la présente déclaration, une entente devra s'établir à ce sujet entre le Maghzen et le corps diplomatique à Tanger.

ART. 76.

Dans tous les cas prévus par la présente déclaration où le corps diplomatique sera appelé à intervenir, sauf en ce qui concerne les articles 64, 70 et 73, les décisions seront prises à la majorité des voix.

CHAPITRE V.

**Règlement sur les douanes de l'Empire et la répression
de la fraude et de la contrebande.**

ART. 77.

Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou du Maroc, devra, dans les vingt-quatre heures de son admission en libre pratique dans un des ports de l'Empire, déposer au bureau de douane une copie exacte de son manifeste, signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Il devra, en outre, s'il en est requis, donner communication aux agents de la douane de l'original de son manifeste.

La douane aura la faculté d'installer à bord un ou plusieurs gardiens pour prévenir tout trafic illégal.

ART. 78.

Sont exempts du dépôt du manifeste :

- 1° Les bâtiments de guerre ou affrétés pour le compte d'une puissance ;
- 2° Les canots appartenant à des particuliers, qui s'en servent pour leur usage en s'abstenant de tout transport de marchandises ;
- 3° Les bateaux ou embarcations employés à la pêche en vue des côtes ;
- 4° Les yachts uniquement employés à la navigation de plaisance et enregistrés au port d'attache dans cette catégorie ;
- 5° Les navires chargés spécialement de la pose et de la réparation des câbles télégraphiques ;
- 6° Les bateaux uniquement affectés au sauvetage ;
- 7° Les bâtiments hospitaliers ;
- 8° Les navires-écoles de la marine marchande ne se livrant pas à des opérations commerciales.

ART. 79.

Le manifeste, déposé à la douane, devra énoncer la nature et la provenance de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, etc.

ART. 80.

Quand il y aura des indices sérieux, faisant soupçonner l'inexactitude du manifeste, ou quand le capitaine du navire refusera de se prêter à la visite et aux vérifications des agents de la douane, le cas sera signalé à l'autorité consulaire compétente, afin que celle-ci procède, avec un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, visites et vérifications qu'elle jugera nécessaires.

ART. 81.

Si, à l'expiration du délai de vingt-quatre heures indiqué à l'article 77, le capitaine n'a pas déposé son manifeste, il sera passible, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, d'une amende de cent cinquante pesetas par jour de retard, sans toutefois que cette amende puisse dépasser six cents pesetas. Si le capitaine a présenté frauduleusement un manifeste inexact ou incomplet, il sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'a pas produit de manifeste et à une amende de cinq cents à mille pesetas, et le bâtiment et les marchandises pourront en outre être saisis par l'autorité consulaire compétente pour la sûreté de l'amende.

ART. 82.

Toute personne, au moment de dédouaner les marchandises importées, ou destinées à l'exportation, doit faire à la douane une déclaration détaillée, énonçant l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur des marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis qui les contiennent.

ART. 83.

Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis ou de marchandises qu'il n'en a été déclarés, le déclarant, à moins qu'il ne puisse justifier de sa bonne foi, devra payer double droit pour les marchandises manquantes, et les marchandises présentées seront retenues en douane pour la sûreté de ce double droit; si, au contraire, on trouve à la visite un excédent quant au nombre des colis, à la quantité ou au poids des marchandises, cet excédent sera saisi et confisqué au profit du Maghzen, à moins que le déclarant ne puisse justifier de sa bonne foi.

ART. 84.

Si la déclaration a été reconnue inexacte quant à l'espèce ou à la qualité et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, les marchandises inexactement déclarées seront saisies et confisquées au profit du Maghzen par l'autorité compétente.

ART. 85.

Dans le cas où la déclaration serait reconnue inexacte quant à la valeur déclarée et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, la douane pourra, soit prélever le droit en nature séance tenante, soit, au cas où la marchandise est indivisible, acquérir ladite marchandise, en payant immédiatement au déclarant la valeur déclarée, augmentée de 5 %.

ART. 86.

Si la déclaration est reconnue fausse quant à la nature des marchandises, celles-ci seront considérées comme n'ayant pas été déclarées et l'infraction tombera sous l'application des articles 88 et 90 ci-après et sera punie des peines prévues auxdits articles.

ART. 87.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande de marchandises soumises aux droits, soit par mer, soit par terre, seront passibles de la confiscation des marchandises, sans préjudice des peines et amendes ci-dessous qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Seront en outre saisis et confisqués les moyens de transport par terre, dans le cas où la contrebande constituera la partie principale du chargement.

ART. 88.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, seront punis d'une amende ne dépassant pas le triple de la valeur des marchandises objet de la fraude, et d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, ou de l'une des deux peines seulement.

ART. 89.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, seront punis d'une amende de 300 à 500 pesetas et d'une amende supplémentaire, égale à trois fois la valeur de la marchandise, ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

ART. 90.

Les complices des délits prévus aux articles 88 et 89 seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

ART. 91.

En cas de tentative ou flagrant délit d'importation, de tentative ou flagrant délit d'exportation de marchandises par un navire en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées.

La saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que

cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire, ou sous caution solvable de la payer acceptée par la douane.

ART. 92.

Les dispositions des articles précédents seront applicables à la navigation de cabotage.

ART. 93.

Les marchandises non soumises aux droits d'exportation, embarquées dans un port marocain pour être transportées par mer dans un autre port de l'Empire, devront être accompagnées d'un certificat de sortie délivré par la douane sous peine d'être assujetties au paiement du droit d'importation et même confisquées si elles ne figuraient pas au manifeste.

ART. 94.

Le transport par cabotage des produits soumis au droit d'exportation ne pourra s'effectuer qu'en consignat au bureau de départ, contre quittance, le montant des droits d'exportation relatifs à ces marchandises.

Cette consignation sera remboursée au déposant par le bureau où elle a été effectuée, sur production d'une déclaration, revêtue par la douane de la mention d'arrivée de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits. Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise devront être produites dans les trois mois de l'expédition. Passé ce délai, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, la somme consignée deviendra la propriété du Maghzen.

ART. 95.

Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant au bureau de douane où la liquidation aura été effectuée. Les droits *ad valorem* seront liquidés suivant la valeur au comptant et en gros de la marchandise rendue au bureau de douane et franche de droits de douane et de magasinage. En cas d'avaries, il sera tenu compte dans l'estimation de la dépréciation subie par la marchandise. Les marchandises ne pourront être retirées qu'après le paiement des droits de douane et de magasinage.

Toute prise en charge ou perception devra faire l'objet d'un récépissé régulier, délivré par l'agent chargé de l'opération.

ART. 96.

La valeur des principales marchandises, taxées par les douanes marocaines, sera déterminée, chaque année, dans les conditions spécifiées à l'article précédent, par une Commission des valeurs douanières, réunie à Tanger et composée de :

1° Trois membres désignés par le Gouvernement marocain;

- 2° Trois membres désignés par le Corps diplomatique à Tanger;
- 3° Un délégué de la Banque d'État;
- 4° Un agent de la délégation de l'emprunt marocain 5 % 1904.

La Commission nommera douze à vingt membres honoraires, domiciliés au Maroc, qu'elle consultera quand il s'agira de fixer les valeurs et toutes les fois qu'elle le jugera utile. Ces membres honoraires seront choisis sur les listes des notables, établies par chaque légation pour les étrangers et par le représentant du Sultan pour les Marocains. Ils seront désignés, autant que possible, proportionnellement à l'importance du commerce de chaque nation.

La Commission sera nommée pour trois années.

Le tarif des valeurs, fixées par elle, servira de base aux estimations qui seront faites dans chaque bureau par l'Administration des douanes marocaines. Il sera affiché dans les bureaux de douane et dans les chancelleries des légations ou des consulats à Tanger.

Le tarif sera susceptible d'être révisé au bout de six mois, si des modifications notables sont survenues dans la valeur de certaines marchandises.

ART. 97.

Un Comité permanent, dit « Comité des douanes », est institué à Tanger et nommé pour trois années. Il sera composé d'un commissaire spécial de Sa Majesté chérifienne, d'un membre du Corps diplomatique ou consulaire désigné par le Corps diplomatique à Tanger et d'un délégué de la Banque d'État. Il pourra s'adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs représentants du service des douanes.

Ce Comité exercera sa haute surveillance sur le fonctionnement des douanes et pourra proposer à Sa Majesté chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transport à terre, manipulations, entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes). Par la création du Comité des douanes, il ne sera porté aucune atteinte aux droits stipulés en faveur des porteurs des titres par les articles 15 et 16 du contrat d'emprunt du 12 juin 1904.

Des instructions, élaborées par le Comité des douanes et les services intéressés, détermineront les détails de l'application de l'article 96 et du présent article. Elles seront soumises à l'avis du Corps diplomatique.

ART. 98.

Dans les douanes où il existe des magasins suffisants, le service de la douane prend en charge les marchandises débarquées à partir du moment où elles sont remises, contre récépissé, par le capitaine du bateau aux agents préposés à l'acconage, jusqu'au moment où elles sont régulièrement dédouanées. Il est responsable des dommages causés par les pertes ou avaries de marchandises qui sont imputables à la faute ou à la négligence de ses agents. Il n'est pas

responsable des avaries résultant soit du déperissement naturel de la marchandise, soit de son trop long séjour en magasin, soit des cas de force majeure.

Dans les douanes où il n'y a pas de magasins suffisants, les agents du Maghzen sont seulement tenus d'employer les moyens de préservation dont dispose le bureau de la douane.

Une revision du règlement de magasinage actuellement en vigueur sera effectuée par les soins du Corps diplomatique statuant à la majorité, de concert avec le Gouvernement chérifien.

ART. 99.

Les marchandises et les moyens de transport à terre confisqués seront vendus par les soins de la douane dans un délai de huit jours à partir du jugement définitif, rendu par le tribunal compétent.

ART. 100.

Le produit net de la vente des marchandises et objets confisqués est acquis définitivement à l'État; celui des amendes pécuniaires, ainsi que le montant des transactions seront, après déduction des frais de toute nature, répartis entre le Trésor chérifien et ceux qui auront participé à la répression de la fraude ou de la contrebande.

Un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs.

Un tiers aux agents ayant saisi la marchandise.

Un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor marocain.

ART. 101.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions commises par des sujets marocains seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

ART. 102.

Toute confiscation, amende ou pénalité devra être prononcée pour les étrangers par la juridiction consulaire et, pour les sujets marocains, par la juridiction chérifienne.

ART. 103.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du présent règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application de ce règlement dans le Riff et, en général, dans les régions frontières des possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

ART. 104.

Les dispositions du présent règlement, autres que celles qui s'appliquent aux pénalités, pourront être révisées par le Corps diplomatique à Tanger, statuant à l'unanimité des voix et d'accord avec le Maghzen, à l'expiration d'un délai de deux ans, à dater de son entrée en vigueur.

CHAPITRE VI.**Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.****ART. 105.**

En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'Empire chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

ART. 106.

Dans le cas où le Gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'État sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ART. 107.

La validité des concessions qui seraient faites aux termes de l'article 106, ainsi que pour les fournitures d'État, sera subordonnée dans tout l'Empire chérifien au principe de l'adjudication publique, sans acception de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

ART. 108

Le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au Corps diplomatique; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

ART. 109.

Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement, ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'infériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des concurrents d'une autre nationalité.

ART. 110.

Les adjudications seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le Gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du Corps diplomatique.

L'adjudication sera prononcée par le Gouvernement chérifien en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

ART. 111.

Les règles des articles 106 à 110 seront appliquées aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

ART. 112.

Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman, le Gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

ART. 113.

Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à leur expropriation moyennant le versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes :

ART. 114.

L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement chérifien, élaboré avec l'assistance du Corps diplomatique, fixera les formalités.

ART. 115.

Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, Sa Majesté chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'elle aura déclarés d'utilité publique.

ART. 116.

S'il s'agit de propriétaires étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante :

En cas de désaccord entre l'Administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

ART. 117.

Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'Administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'Administration nommeront chacun un arbitre, et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le Corps diplomatique à Tanger.

ART. 118.

Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le Corps diplomatique et, autant que possible, parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

ART. 119.

Le propriétaire pourra faire appel de la décision rendue par les arbitres devant la juridiction compétente et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit.

CHAPITRE VII.**Dispositions générales.****ART. 120.**

En vue de mettre, s'il y a lieu, sa législation en harmonie avec les engagements contractés par le présent acte général, chacune des puissances signataires s'oblige à provoquer, en ce qui la concerne, l'adoption des mesures législatives qui seraient nécessaires.

ART. 121.

Le présent acte général sera ratifié suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque État; les ratifications seront déposées à Madrid le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le trente et un décembre mil neuf cent six.

Il sera dressé du dépôt un procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera remise aux puissances signataires par la voie diplomatique.

ART. 122.

Le présent acte général entrera en vigueur le jour où toutes les ratifications auront été déposées et, au plus tard, le trente et un décembre mil neuf cent six.

Au cas où les mesures législatives spéciales qui, dans certains pays, seraient nécessaires pour assurer l'application à leurs nationaux résidant au Maroc, de quelques-unes des stipulations du présent acte général, n'auraient pas été adoptées avant la date fixée pour la ratification, ces stipulations ne deviendraient applicables, en ce qui les concerne, qu'après que les mesures législatives ci-dessus visées auraient été promulguées.

ART. 123 et dernier.

Tous les traités, conventions et arrangements des puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent acte général, les stipulations de ce dernier prévaudront.

En foi de quoi, les délégués plénipotentiaires ont signé le présent acte général et y ont apposé leur cachet

Fait à Algéciras, le septième jour d'avril mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux puissances signataires.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) RADOWITZ.

(L. S.) TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) WELSERSHEIMB.

(L. S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Pour la Belgique :

(L. S.) JOOSTENS.

(L. S.) COMTE CONRAD DE BUISSET.

Pour l'Espagne :

(L. S.) EL DUQUE DE ALMODÓVAR DEL RÍO.

(L. S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

Pour les États-Unis d'Amérique : Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence, le 7 avril 1906.

(L. S.) HENRY WHITE.

(L. S.) SAMUEL R. GUMMERÉ.

Pour la France :

(L. S.) RÉVOIL.

(L. S.) REGNAULT.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) A. NICOLSON.

Pour l'Italie :

(L. S.) VISCONTI VENOSTA.

(L. S.) G. MALMUSI.

Pour le Maroc :

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) H. TESTA.

Pour le Portugal :

(L. S.) CONDE DE TOVAR.

(L. S.) CONDE DE MARTENS FERRAO.

Pour la Russie :

(L. S.) CASSINI.

(L. S.) BASILE BACHERACHT.

Pour la Suède :

(L. S.) ROBERT SAGER.

PROTÔCOLE ADDITIONNEL.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte général de la Conférence d'Algéciras, les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède,

Tenant compte de ce que les délégués du Maroc ont déclaré ne pas être en mesure, pour le moment, d'y apposer leur signature, l'éloignement ne leur permettant pas d'obtenir à bref délai la réponse de Sa Majesté Chérifienne concernant les points au sujet desquels ils ont cru devoir lui en référer,

S'engagent réciproquement, en vertu de leurs mêmes pleins pouvoirs, à unir leurs efforts en vue de la ratification intégrale par Sa Majesté Chérifienne dudit Acte général, et en vue de la mise en vigueur simultanée des réformes qui y sont prévues et qui sont solidaires les unes des autres.

Ils conviennent, en conséquence, de charger Son Excellence M. Malmusi, Ministre d'Italie au Maroc et doyen du Corps diplomatique à Tanger, de faire les démarches nécessaires à cet effet, en appelant l'attention de Sa Majesté le Sultan sur les grands avantages qui résulteront pour son Empire des stipulations adoptées à la Conférence par l'unanimité des Puissances signataires.

L'adhésion donnée par Sa Majesté Chérifienne à l'Acte général de la Conférence d'Algéciras devra être communiquée, par l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux Gouvernements des autres puissances signataires. Cette adhésion aura la même force que si les délégués du Maroc eussent apposé leur signature sur l'Acte général et tiendra lieu de ratification par Sa Majesté Chérifienne.

En foi de quoi les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède ont signé le présent protocole additionnel et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras, le septième jour d'avril mil neuf cent six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, et dont les copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux puissances signataires.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) RADOWITZ.

(L. S.) TATTENBACH.

Pour l'Autriche-Hongrie :

(L. S.) WELSESSHREIMB.

(L. S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

<i>Pour la Belgique :</i>	(L. S.) JOOSTENS. (L. S.) COMTE CONRAD DE BUISSERET.
<i>Pour l'Espagne .</i>	(L. S.) EL DUQUE DE ALMODÓVAR DEL RÍO. (L. S.) J. PÉREZ-CABÁLLERO
<i>Pour les États-Unis d'Amérique :</i>	(L. S.) HENRY WHITE (L. S.) SAMUEL R. GUMMERÉ.
<i>Pour la France :</i>	(L. S.) RÉVOIL. (L. S.) REGNAULT.
<i>Pour la Grande-Bretagne :</i>	(L. S.) A. NICOLSON
<i>Pour l'Italie :</i>	(L. S.) VISCONTI VENOSTA. (L. S.) G. MALMUSI.
<i>Pour les Pays-Bas :</i>	(L. S.) H. TESTA
<i>Pour le Portugal :</i>	(L. S.) CONDE DE TOVAR. (L. S.) CONDE DE MARTENS FERHAO.
<i>Pour la Russie :</i>	(L. S.) CASSINI. (L. S.) BASILE BACHERACHT.
<i>Pour la Suède :</i>	(L. S.) ROBERT SAGER.



Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} MAI 1906.

**Projet de loi approuvant l'Acte général de la Conférence d'Algéciras
du 7 avril 1906 et le protocole additionnel du même jour qui y est
annexé.**

ERRATUM

**Page 42, après les mots : « Pour les États-Unis d'Amérique, » il faut lire :
« Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence
du 7 avril 1906.**

(44)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MEI 1906.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Algemeene Akte der Conferentie van Algeciras van 7 April 1906 en van het daaraan toegevoegd protocol van denzelfden dag.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 31 Mei 1905 ontvingen de vertegenwoordigers van de Mogendheden in Marokko een omzendbrief van het Magzen, vragende de vergadering te Tadzjer van eene internationale conferentie, samengesteld uit bedoelde vertegenwoordigers en uit gemachtigden van het Magzen. Die conferentie zou ten doel hebben het eens te worden omtrent de hervormingen welke Zijne Sjeriffaansche Majesteit beslist had in zijn Rijk in te voeren, en de middelen te onderzoeken om zich de tot hare toepassing noodige inkomsten te verschaffen.

Sedert lange jaren onderhoudt België geregelde diplomatieke betrekkingen met Marokko. Het cijfer van zijn uitvoerhandel stijgt op gevoelige wijze en laat nieuwe uitbreiding verhoplen. België was contracteerende partij bij de verdragen en schikkingen tot regeling der vraagstukken betreffende de nederzetting van Europeanen in het Sjeriffaansche Rijk. Het spreekt dus vanzelf dat onze gemachtigden plaats dienden te nemen in eene internationale vergadering, waar die collectieve belangen zouden besproken worden. Doch, al heeft ons land er belang bij dat orde en vrede, die voor handelsvrijheid en -veiligheid onontbeerlijk zijn, in Marokko heerschen, daarom hebben wij geen aanspraak op eenigen invloed op de staatkundige betrekkingen van den Sultan met de Europeesche Mogendheden. Onze tusschenkomst in de vraagstukken omtrent de hervormingen welke de inwendige toestand van het Rijk noodig gemaakt heeft, moest dus beperkt zijn tot datgene wat de verdediging onzer economische belangen medebrengt.

Zoo was reeds onze houding geweest gedurende de gebeurtenissen die de voorstellen van den Sultan uitlokten. Zooals men weet, gaven deze aanleiding tot drukke onderhandelingen tusschen Frankrijk en Duitschland.

De Kabinetten van Parijs en van Berlijn kwamen weldra overeen, om de vergadering der Conferentie te aanvaarden en om het voorwerp harer besprekingen te beperken, en wel tot de hervormingen die, hoewel rekening houdende met den bijzonderen toestand van Frankrijk, ten doel moesten hebben de handhaving der orde, het goede bestuur en de economische ontwikkeling van het land, gesteund op eerbied voor de onafhankelijkheid des Sultans en voor de economische vrijheid voor allen.

Van dan af, verzetten de onveranderlijke regelen, welke de naleving zijner onzijdigheid aan België oplegt, er zich geenszins tegen dat België gehoor gaf aan de uitnoodiging van den Sultan.

Het bracht zulks ter kennis van het Magzen, toen wij wisten dat de Conferentie aangenomen was door de meerderheid van de daartoe genoodigde Mogendheden.

Het programma der Conferentie bleef nu nader te bepalen. De regeering der Fransche Republiek en de regeering van het Duitsche Keizerrijk hadden zich insgelijks met elkander verstaan om den Sultan, door hare vertegenwoordigers te Tandzjer, raad te schaffen met het oog op de vaststelling van dat programma. Te dien einde werd ook rechtstreeks onderhandeld tusschen Parijs en Berlijn. Die onderhandelingen baarden nieuwe voorstellen, welke de beide regeeringen, na ze in gemeen overleg opgemaakt te hebben, aan de genoodigde Mogendheden onderwierpen en welke niet zonder nut hier worden opgesomd.

I. — 1° Inrichting, bij wijze van internationale overeenstemming, van de politie buiten de grensstreek;

2° Verordening tot inrichting van het toezicht over en de beteugeling van den smokkelhandel in wapens. In de streck langsheen de grens, wordt de toepassing van die verordening uitsluitend tusschen Frankrijk en Marokko geregeld.

II. — Financieele hervorming. Geldelijke hulp aan het Magzen door de oprichting eener Staatsbank met voorrecht tot uitgifte, die zich belast met de verrichtingen der Schatkist en die hare tusschenkomst verleent voor het slaan van munt, waarvan de winst aan het Magzen zou behooren.

De Staatsbank zou den munttoestand zuiveren.

De aan het Magzen opengestelde kredieten zouden gebruikt worden tot het uitrusten en betalen der politietroepen en tot het uitvoeren van sommige dringende werken, inzonderheid het verbeteren der havens en dezer inrichting.

III. — Uitzien naar eene betere opbrengst der belastingen en naar het verschaffen van nieuwe inkomsten

IV. — Verbintenis door het Magzen aangegaan, om geen der openbare diensten over te dragen ten bate van bijzondere belangen.

Grondbeginsel der aanbesteding, zonder aanzien van nationaliteit, voor de openbare werken.

Met die voorstellen werd algemeen ingestemd en de Sultan aanvaardde ze. Vervolgens legde men er zich op toe, zekere bezwaren omtrent de keus van de plaats waar de afgevaardigden der Mogendheden zouden vergaderen, uit den weg te ruimen.

De Conferentie begon hare werkzaamheden te Algeciras op 16 Januari.

Dertien Mogendheden hadden er hare Gevolmachtigden gezonden. België's vertegenwoordiging werd opgedragen aan baron Joostens, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij den Koning van Spanje, en aan graaf Koenraad de Buisseret, die hetzelfde ambt te Tandezjer waarneemt. De vroegere diensten van beide agenten boden een gewissen waarborg voor hun kiesch en verstandig optreden.

De Regeering erkent gereedelijk dat zij in hare hoop niet teleurgesteld werd.

De aan de heeren Joostens en de Buisseret verstrekte onderrichtingen waren ingegeven door de gedachte dat, daar België geenerlei staatkundige bedoeling in Marokko heeft, het zich daarbij moest bepalen, de vrije uitzetting van zijnen handel en zijne nijverheid te vrijwaren.

Onze Gevolmachtigden werden uitgenoodigd aan de werkzaamheden van de Conferentie deel te nemen, met inachtneming van den gebruikelijken gedragsregel, die opgevolgd werd telkens als de vertegenwoordigers van België geroepen werden om, op internationale vergaderingen, over vraagstukken van gemeenschappelijk belang te beraadslagen.

Als regel voor hen zou gelden, niet tusschenbeide te komen, mochten vraagstukken betreffende den staatkundigen invloed dien bepaalde Staten in Marokko betrachten, opgeworpen worden.

Mocht dienaangaande oneenigheid ontstaan onder de meest belanghebbende Mogendheden, zoo zouden onze afgevaardigden in eenen gelijkelijk voor allen welwillenden en onpartijdigen geest, en met eerbied voor verworven toestanden, zich aansluiten bij de oplossingen welke de Mogendheden, die gerechtigd zijn hare goede diensten aan te bieden, als vergelijk zouden opperen, en die van aard zouden zijn de algemeenheid der stemmen weg te dragen, zooals in internationale conferentiën vereischt is voor alle beslissingen die de verdragsluitende Mogendheden moeten binden.

Op economisch gebied, zouden onze afgevaardigden de verdediging en de bescherming van onzen handel en onze nijverheid voorstaan, daarbij jegens derde Mogendheden alle toegevendheid aan den dag leggende die met onze eigene belangen strookt, en zich houdende aan het grondbeginsel van de volstrekt gelijke behandeling met de andere landen. Op dat gebied, en hoewel België's rol op de Conferentie slechts ondergeschikt moest zijn en blijven, was niet alle initiatief uitgesloten, moesten onze belangen zulks vergen.

Onze afgevaardigden zijn in de gelegenheid geweest van die bevoegdheid gebruik te maken, inzonderheid wat betreft den handel van wapens in Marokko, en dit hebben zij gedaan, en wel met goeden uitslag, zooals verder aangetoond wordt.

Het door de Conferentie ondernomen verzoeningswerk werd reeds in de eerste zitting door den Voorzitter bepaald, met instemming van al de afgevaardigden.

Hertog de Almodovar deed uitschijnen dat de Sultan en de Mogendheden, door het aannemen van het door Duitschland en Frankrijk vastgesteld programma, de Conferentie niet hadden belast met de taak, een volledig plan voor het omwerken van het bestuurswezen in Marokko te schetsen. Veeleer was haar opgedragen, gezamenlijk naar de middelen uit te zien om de maatregelen toe te passen die vooralsnog tevens de meest dringende en het best te verwezenlijken zouden zijn.

De Mogendheden waren het hierover eens, dat het beoogde doel maar kon bereikt worden door het invoeren in het Rijk van hervormingen, gesteund op het drieledig grondbeginsel van de souvereiniteit van den Sultan, de integriteit zijner Staten en de gelijke behandeling in zake handel, wil zeggen vrijen handel voor iedereen.

De onderhandelingen te Algeciras gevoerd, welke onder sommige oogpunten en op sommige oogenblikken zwaar vielen, eindigden met de onderteekening, op 7 April, van de thans aan de goedkeuring der Kamers onderworpen algemeene akte.

Deze gaat vergezeld van een toegevoegd protokol, waarin de middelen zijn beraamd om, in eenen naar de omstandigheden geschikten vorm, de toetreding van den Sultan van Marokko te verzekeren, daar die te Algeciras zelf door de onderteekening zijner gemachtigden niet kon worden vastgesteld.

De algemeene akte is in 123 artikelen opgesteld. Zij bevat :

- I. — Eene verklaring betreffende de inrichting der politie;
- II. — Eene verordening tot inrichting van het toezicht over en de beteugeling van den smokkelhandel in wapens;
- III. — Eene akte van vergunning van eene Marokkaansche Staatsbank ;
- IV. — Eene verklaring betreffende eene betere opbrengst der belastingen en het verschaffen van nieuwe inkomsten ;
- V. — Eene verordening op den toldienst van het Rijk en de beteugeling van bedrog en van smokkelarij ;
- VI. — Eene verklaring betreffende de openbare diensten en de openbare werken.

Blijft nu aan de Kamers in eene beknopte samenvatting de beteekenis van elk dier hoofdstukken aan te toonen, met aanwijzing van de bepalingen waarop de aandacht vooral hoeft gevestigd ten opzichte van de Belgische belangen.

Hoofdstuk één, onder den vorm eener Verklaring, richt voor vijf jaren de politie in, in de acht voor den handel opengestelde Marokkaansche havens.

De politie, onder de Marokkaansche muzelmannen geworven, blijft onder het opperste gezag van den Sultan staan. Fransche en Spaansche officieren en onderofficieren zullen, als drillmeesters, te zijner beschikking worden gesteld om ze aan te voeren. Het kader der drillmeesters zal zijn Fransch in vier havens, Spaansch in twee en gemengd in de twee overige.

De politiedienst zal onderworpen zijn aan een algemeen toezicht, welk door den Sultan zal worden opgedragen aan een door de Regeering van den Bond te kiezen en aan des Sultans bewilliging voor te stellen hoofdofficier van het Zwitsersch leger.

Ten einde aan de Mogendheden toe te laten, zich te overtuigen of de politie werkt overeenkomstig de beslissingen, door de Conferentie genomen, zullen de door den hoofdpiener aan het Magzen gerichte verslagen tevens aan het diplomatiek lichaam te Tandzjer worden medegedeeld.

De veiligheid van lijf en goed van vreemde onderhoorigen alsmede van de handelsverrichtingen zal, op eene doelmatige en met de verdragen overeenstemmende wijze, verzekerd zijn door deze bepalingen, waarvan de verdragsluitende Regeeringen steeds de toepassing zullen kunnen nagaan.

De Belgische Gevolmachtigden hebben niet moeten optreden bij de onderhandelingen welke tot die schikking hebben geleid. Het was, inderdaad, voldoende dat het belang welk wij hebben bij de handhaving der orde in de Marokkaansche havens, volkomen werd beschermd door de Mogendheden die door haren invloed in Marokko waren aangewezen om aan die taak mede te werken. Wat het algemeen toezicht betreft, waarbij desnoods het toezicht voor het diplomatiek lichaam wordt verlicht, het zal toevertrouwd worden aan een anderen onzijdigen Staat dan België en wiens economische belangen in Marokko zoo gewichtig niet zijn als de onze. Wij hadden geene reden om te wenschen dat die taak aan een onzer landgenooten werd opgelegd.

Hoofdstuk II handelt over de Verordening tot inrichting van het toezicht over en de beteugeling van den smokkelhandel in wapens.

Hierbij hebben de verdragsluitende Mogendheden zich erop toegelegd voldoening te geven aan de eischen der openbare veiligheid in Marokko, welke dikwijls wordt bedreigd door sluikschen invoer van krijgswapens. Onder den druk dier zorg, werden maatregelen aangenomen welke niet alleen ten doel hadden allen handel van krijgswapens en -munitie in Marokko te beletten, en nauwkeurig de levering te regelen van die welke aan de legers van den Sultan mochten worden verschaft. De Conferentie heeft bovendien geoordeeld dat het verbod, om doeltreffend te wezen, ook moest gelden voor den invoer van jacht- en prachtwapens.

België's belangen bij dien handel zijn aanzienlijk en de Regeering heeft ze niet uit het oog verloren. Op het initiatief welk aan onze Gevolmachtigden toegekend was, heeft de Conferentie de strengheid van het verbod gematigd, door in de verklaring een artikel in te lassen, waarbij wordt voorbehouden, zoodra de omstandigheden het zullen toelaten, eene bijzondere regeling in te voeren voor den handel in jacht- en prachtwapens met ongegroefde loop, van vreemd maaksel, alsmede in daarbij behorende munitie. Te Tandzjer en, des voorkomend, in sommige havens welke zullen aangewezen worden, zullen de personen die van de Marokkaansche Regeering eene vergunning bekomen hebben, toegelaten worden tot het openen en houden van winkels van jachtwapens en -munitie.

Marokko zal dus weer voor den afzet der voortbrengselen onzer wapen-nijverheid kunnen geopend worden, zoodra de Sultan, op eensluidend advies van het diplomatiek lichaam te Tandzjer, zal oordeelen dat dit gebeuren mag zonder nadeel voor de openbare veiligheid. Men is er alzoo in geslaagd, te vermijden dat de sluiting van Marokko voor de voortbrengselen der wapennijverheid, behalve voor de leveringen aan het Magzen te doen, door de algemeene akte op volkomene en definitieve wijze werd uitgesproken.

Hoofdstuk III handelt over de akte van vergunning eener Staatsbank.

Over de inrichting, de werking, het doel en de werkzaamheid der Bank handelen artikelen 51 tot 76.

De nieuwe kredietinstelling, die het ambt van Rijksbetaalmeester zal vervullen en die de financieele agent der Regeering zal zijn, zal behooren deel te nemen aan de voornaamste uitingen der economische bedrijvigheid in Marokko. De censoren der Bank, die hun mandaat bij machtiging der onderteekend hebbende Mogendheden zullen uitoefenen, zullen zorgen voor den goeden gang van den dienst en de nauwe inachtneming der bepalingen van de vergunning en van de statuten.

Gij zult eenstemmig oordeelen, Mijne Heeren, dat het voor België van hoog belang is, gebruik te maken van het recht welk ons bij artikel 56 der internationale akte is voorbehouden, deel te nemen aan de samenstelling van de Bank.

Hoofdstuk IV bevat eene verklaring betreffende eene betere opbrengst der belastingen en het verschaffen van nieuwe inkomsten.

De bepalingen van dat hoofdstuk hebben ten doel, eenerzijds, het stelsel van den grondeigendom voor de vreemdelingen te verbeteren, er de standvastigheid en de veiligheid van te verzekeren en, anderzijds, aan het Magzen toe te laten zich nieuwe inkomsten te verschaffen, waarbij het inzonderheid kunne voorzien in de behoeften van de wegen en van den gezondheidsdienst.

Het diplomatiek lichaam te Tadzjer zal, samen met de Sjerifiaansche Regeering, de daaromtrent uit te vaardigen verordeningen opmaken. Het zal eveneens zijne hulp verleen en om sommige taxen te stellen, waarvan de aard in artikel 65 meer bijzonder wordt aangewezen.

Ten slotte zullen, tijdelijk, de koopwaren van vreemde herkomst, bij haren invoer in Marokko, belast worden met eene bijzondere taxe van 2 1/2 % harer waarde. De geheele opbrengst van deze taxe zal een fonds uitmaken dat zal aangewend worden tot de uitgaven voor en de uitvoering van openbare werken, bestemd tot de uitbreiding van de scheepvaart en den handel over het algemeen in het Sjerifiaansche Rijk.

In artikel 66 zijn de maatregelen opgesomd welke zullen genomen worden tot verzekering van de uitvoering dier bepaling en te zeldertijd tot vrijwaring van de onpartijdigheid bij de aanbestedingen van openbare werken.

Bij de overige bepalingen van hoofdstuk IV schijnt ons geen verdere uitleg noodig.

Hoofdstuk V handelt over den toldienst van het Rijk, over de scheepvaart, over bedrog en smokkelarij. In eene reeks bepalingen regelt het nauwkeurig al wat betreft den in- en den uitvoer van koopwaren, het vervoer per kustvaarder, de inning der tolrechten, de schatting der waarde van de koopwaren, de formaliteiten der verbeurdverklaring van degene welke mochten in beslag genomen worden.

In hoofdstuk VI wordt vooreerst verklaard dat geen der openbare diensten van het Rijk ten bate van bijzondere belangen zal mogen worden overgedragen, en wordt nadien aangetoond in welke voorwaarden en onder welke

waarborgen men zich zou mogen wenden tot de vreemde nijverheid en de vreemde kapitalen voor de exploitatie van openbare diensten of voor de uitvoering van werken als het aanleggen van banen, spoorwegen enz.

Bij artikelen 111 tot 119 wordt de behandeling bepaald, welke zal worden toegepast op de vergunningen tot het ontginnen van bosschen, mijnen en steengroeven, alsmede de grondbeginselen en de rechterlijke behandeling die zullen gevolgd worden in zake van onteigening wegens algemeen nut.

Hoofdstuk VII (algemeene bepalingen) handelt over de maatregelen, door de ondertekend hebbende Mogendheden te nemen ten einde tijdig de algéheele uitvoering der aangegane verbintenissen te verzekeren.

Het is om aan die verdragsbepalingen te voldoen, dat 's Konings Regeering het oorbaar geacht heeft, bijgaand wetsontwerp onverwijld aan de Belgische Kamers te onderwerpen.

Artikel één van genoemd ontwerp houdt goedkeuring van de algemeene akte der Conferentie van Algeciras en van het toegevoegd protokol, welk ten doel heeft aan de betrokken Regeeringen toe te laten de uitvoering der internationale schikking voor te bereiden, zonder af te wachten dat de ondertekeningen der gemachtigden van Zijne Sjerifiaansche Majesteit op de oorspronkelijke oorkonde konden worden gezet.

Artikel 2 machtigt de Regeering om, in de voorwaarden bij de algemeene akte aangewezen, de maatregelen voor te schrijven welke voor de uitvoering dier akte noodig zijn.

België heeft aan de Conferentie van Algeciras een deel genomen dat strookt met de plaats die ons land bekleedt in den volkenkring. Bij de lezing van wat voorgaat kan men eveneens vaststellen dat 's lands economische belangen, waarvan de verdediging aan onze Gevolmachtigden was toevertrouwd, volkomen gevrijwaard zijn.

De Regeering vertrouwt dat de Kamers hare goedkeuring zullen doen blijken, door het haar onderworpen wetsontwerp aan te nemen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères
est chargé de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives le projet de loi dont
la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvés l'Acte général de la Con-
férence internationale d'Algéciras et le pro-
tocol additionnel signés, le 7 avril 1906,
par la Belgique avec les Puissances repré-
sentées à ladite Conférence.

ART. 2.

Le Gouvernement est autorisé à prendre
les mesures que comporte l'exécution de ces
actes diplomatiques.

Donné à Villefranche, le 22 avril 1906.

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van
Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken
is gelast het ontwerp van wet waarvan de
inhoud volgt in Onzen naam bij de Wet-
gevende Kamers aan te bieden :

ARTIKEL EEN.

Zijn goedgekeurd de algemeene Akte van
de Conferentie van Algéciras en het toege-
voegd protokol, beide den 7ⁿ April 1906
door België onderteekend met de op
voormelde Conferentie vertegenwoordigde
Mogendheden.

ART. 2.

De Régeering is gemachtigd tot het
treffen van de noodige maatregelen voor de
uitvoering van die diplomatieke akten.

Gegeven te Villefranche, den 22ⁿ April 1906.**LEOPOLD.**

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

FAVEREAU.

ALGEMEENE AKTE

DER

INTERNATIONALE CONFERENTIE VAN ALGECIRAS.

IN NAAM VAN GOD ALMACHTIG :

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van
Pruisen, in naam van het Duitsch Keizerrijk;

Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van
Bohemen enz., en Apostolisch Koning van Hongarije;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje;

De President der Vereenigde Staten van Amerika;

De President van de Fransche Republiek;

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk
Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche overzeesche
bezittingen, Keizer van Indië;

Zijne Majesteit de Koning van Italië;

Zijne Majesteit de Sultan van Marokko;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en van de Algar-
ven enz., enz.;

Zijne Majesteit de Keizer aller Russen;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden;

Geleid door het belang dat de orde, de vrede en de voorspoed heerschen in Marokko, en erkend hebbende dat dit kostbaar doel maar bereikt kan worden door het invoeren van hervormingen gesteund op het driedelig beginsel van de souvereiniteit van Zijne Majesteit den Sultan, de integriteit van zijne Staten en de economische vrijheid zonder eenige ongelijkheid, hebben, daartoe aanzocht door Zijne Sjerifaansche Majesteit, beslist te

Algeciras eene Conferentie te beleggen, ten einde overeen te komen omtrent gezegde hervormingen, alsmede om te onderzoeken langs welke wegen de noodige middelen tot hare toepassing kunnen gevonden worden, en zij hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

**Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van
Pruisen, in naam van het Duitsch Keizerrijk :**

Den Heer JOZEF VON RADOWITZ, Hoogstdeszelfs Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant bij Zijne Katholieke Majesteit, en

Den Heer CHRISTIAN, GRAAF VON TATTENBACH, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Zeer Getrouwe Majesteit;

**Zijne Majesteit de Keizer van Oostenrijk, Koning van
Bohemen enz., en Apostolisch Koning van Hongarije :**

Den Heer RUDOLF, GRAAF VON WELSERSHEIM, Hoogstdeszelfs Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant bij Zijne Katholieke Majesteit, en

Den Heer LEOPOLD, GRAAF BOLESTA-KOZIEBRODZKI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in Marokko;

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den Heer MAURITS, BARON JOOSTENS, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Katholieke Majesteit, en

Den Heer KOENRAAD, GRAAF DE BUISSERET-STEENBECQUE DE BLARENCHIEU, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in Marokko;

Zijne Majesteit de Koning van Spanje :

DON JUAN MANUEL SANCHEZ Y GUTIÉRREZ DE CASTRO, HERTOG DE ALMODÓVAR DEL RÍO, Hoogstdeszelfs Staatsminister, en

DON JUAN PÉREZ-CABALLERO Y FERRER, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Majesteit den Koning der Belgen;

De President der Vereenigde Staten van Amerika :

Den Heer HENRY WHITE, Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant der Vereenigde Staten van Amerika bij Zijne Majesteit den Koning van Italië, en

Den Heer SAMUEL R. GUNNÉ, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister der Vereenigde Staten van Amerika in Marokko;

De President van de Fransche Republiek :

Den Heer PAUL RÉVOIL, Buitengewoon Afgezant en Gevolmachtigd Minister van de Fransche Republiek bij den Zwitserschen Bond, en

Den Heer EUGÈNE REGNAULT, Gevolmachtigd Minister;

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Ierland en van de Britsche overzeesche Bezittingen, Keizer van Indië :

Sir ARTHUR NICOLSON, Hoogstdeszelfs Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant bij Zijne Majesteit den Keizer aller Russen;

Zijne Majesteit de Koning van Italië :

Den Heer EMIEL, MARKIES VISCONTI VENOSTA, Ridder in de Orde van de Zeer Heilige Boodschap, en

Den Heer GIULIO MALMUSI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in Marokko;

Zijne Majesteit de Sultan van Marokko :

El Hadj MOHAMED BEN-EL ARBI EL TORRÉS, Hoogstdeszelfs Gemachtigde te Tandezjer en Hoogstdeszelfs Buitengewoon Afgezant,

El Hadj MOHAMED BEN ABDESSELAM EL MOKHRI, Hoogstdeszelfs Minister van Uitgaven,

El Hadj MOHAMED ES-SEFFAR, en

Sid ABDERRHAMAN BENNIS;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

Den Heer JONKHEER HANNIBAL TESTA, Hoogstderzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Katholieke Majesteit;

Zijne Majesteit de Koning van Portugal en van de Algarven enz., enz. :

Den Heer ANTOON, GRAAF DE TOVAR, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Katholieke Majesteit, en

Den Heer FRANS-ROBERT, GRAAF MARTENS FERRAO, Pair van het Koninkrijk, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in Marokko;

Zijne Majesteit de Keizer aller Russen :

Den Heer ARTHUR, GRAAF CASSINI, Hoogstdeszelfs Buitengewoon en Gevolmachtigd Afgezant bij Zijne Katholieke Majesteit, en

Den Heer BASILE DE BACHERACHT, Hoogstdeszelfs Minister in Marokko;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden :

Den Heer ROBERT SAGER, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister bij Zijne Katholieke Majesteit en Zijne Zeer Getrouwe Majesteit,

die, voorzien van hunne volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm

zijn bevonden, overeenkomstig het programma waaromtrent Zijne Sjerifaansche Majesteit en de Mogendheden zijn overeengekomen, achtereenvolgens hebben besproken en aangenomen :

- I. Eene verklaring betreffende de inrichting der politie;
- II. Eene verordening tot inrichting van het toezicht over en de beteugeling van den smokkelhandel in wapens;
- III. Eene akte van vergunning van eene Marokkaansche Staatsbank;
- IV. Eene verklaring betreffende eene betere opbrengst der belastingen en het verschaffen van nieuwe inkomsten;
- V. Eene verordening op den toldienst van het Rijk en de beteugeling van bedrog en van smokkelarij;
- VI. Eene verklaring betreffende de openbare diensten en de openbare werken,

en hebbende geoordeeld dat het nuttig kan zijn al die stukken samen te vatten, zoo hebben zij ze vereenigd tot eene algemeene akte, samengesteld uit de navolgende artikelen :

HOOFDSTUK EEN.

Verklaring betreffende de inrichting der politie.

ARTIKEL EEN.

De Conferentie, door Zijne Majesteit den Sultan geroepen om uitspraak te doen over de noodige maatregelen tot inrichting van de politie, verklaart dat de volgende schikkingen behooren getroffen :

ART. 2.

De politie zal staan onder het oppergezag van Zijne Majesteit den Sultan. Zij wordt door het Magzen geworven onder de Marokkaansche Muzelmannen, aangevoerd door Marokkaansche kaïds en verdeeld over de acht voor den handel opengestelde havens.

ART. 3.

Om den Sultan die politie te helpen inrichten, zullen Spaansche officieren en onderofficieren, Fransche officieren en onderofficieren als drilmeesters te zijner beschikking worden gesteld door hunne wederzijdsche Regeeringen, dewelke hare keuze zullen voorleggen aan de bewilliging van Zijne Sjerifaansche Majesteit. Een verdrag overeenkomstig de verordening bij artikel 4 bedoeld, verleden tusschen het Magzen en de drilmeesters, zal de voorwaarden van hunne dienstverbintenis vaststellen en hunne soldij regelen, dewelke niet minder mag bedragen dan het dubbel van de soldij, die aan den graad van elken officier of onderofficier verbonden is. Hun wordt bovendien eene volgens de plaatsen veranderlijke vergoeding voor verblijfskosten toegekend.

Behoorlijke woningen worden te hunner beschikking gesteld door het Magzen, dat ook de rijdieren en het noodige voeder levert.

De Regeeringen waaronder de drilmeesters behooren, behouden het recht dezen terug te roepen en te vervangen door anderen, op dezelfde wijze aanvaard en aangesteld.

ART. 4.

Die officieren en onderofficieren verleen en voor een tijdperk van vijf jaar, te rekenen van de bekrachtiging van de akte der Conferentie, hunne medewerking voor de inrichting der Sjerifiaansche politiekorpsen. Zij verzekeren de opleiding en de tucht overeenkomstig eene te dier zake vast te stellen verordening; zij waken ook dat de aangeworven manschappen tot den krijgsdienst geschikt wezen. Op algemeene wijze, voeren zij toezicht over het beheer der troepen en over de betaling der soldij, dewelke zal geschieden door den Amin, geholpen door den rekenplichtigen officier-drilmeester. Aan de Marokkaansche overheden die met het bevelvoeren over die korpsen belast zijn, verleen en zij hunne technische medewerking tot de uitoefening van dat bevelhebberschap.

De reglementsbepalingen tot verzekering van de aanwerving, de tucht, de opleiding en het beheer van de politiekorpsen worden vastgesteld in gemeen overleg onder den Sjerifiaanschen minister van oorlog of zijn gemachtigde, den bij artikel 7 bedoelden opziener, den hoogst in rang zijnden Franschen en Spaanschen drilmeester.

De verordening moet worden onderworpen aan het diplomatiek Lichaam te Tandezjer, dat binnen den termijn van éene maand zijn advies uitbrengen zal. Na dien termijn, wordt de verordening van toepassing gesteld.

ART. 5.

De geheele getalsterkte der politietroepen zal tweeduizend vijfhonderd man niet moeten overschrijden noch beneden tweeduizend man mogen blijven. Zij wordt, volgens de belangrijkheid der havens, verdeeld bij groepen van honderd vijftig tot zeshonderd man. Het getal der Spaansche en Fransche officieren zal zestien tot twintig bedragen; dat der Spaansche en Fransche onderofficieren, dertig tot veertig.

ART. 6.

De noodige gelden voor het onderhoud en de betaling van de soldij der troepen en der drilmeesters (officieren en onderofficieren, worden door de Staatsbank aan de Sjerifiaansche Schatkist voorgeschoten binnen de beperkingen van de jaarlijks aan de politie toegekende begrooting, dewelke niet meer mag bedragen dan twee en eenhalf miljoen pesetas voor eene getalsterkte van tweeduizend vijfhonderd man.

ART. 7.

De politiedienst zal, gedurende dat zelfde tijdvak van vijf jaar, onderworpen zijn aan een algemeen toezicht, hetwelk door Zijne Sjerifiaansche Majesteit

zal worden opgedragen aan een door de Regceering van den Zwitserschen Bond te kiezen en aan de bewilliging van Zijne Sjerifiaansche Majesteit voor te stellen hoofdofficier van het Zwitsersch leger.

Deze officier zal den titel van hoofdopziener voeren en zijne standplaats te Tandzjer hebben.

Ten minste eens per jaar, zal hij de verschillende politiekorpsen inspecteeren en, ten gevolge van die inspectiën, zal hij een verslag opmaken en aan het Magzen zenden.

Buiten deze geregelde verslagen mag hij, zoo hij dit noodig acht, bijzondere verslagen opmaken over elke aangelegenheid, die den politiedienst raakt.

Zonder zich rechtstreeks te bemoeien met de bevelvoering of met de opleiding, zal de hoofdopziener zich rekenschap geven van de uitslagen door de Sjerifiaansche politie verkregen ten opzichte van de handhaving der orde en van de veiligheid in de plaatsen, waar deze politie is gevestigd.

ART. 8.

De verslagen en mededeelingen, door den hoofdopziener over zijne taak aan het Magzen gericht, zullen tevens in afschrift overhandigd worden aan den deken van het diplomatiek Lichaam te Tandzjer, opdat dit Lichaam zich kunne overtuigen of de Sjerifiaansche politie werkt overeenkomstig de beslissingen, door de Conferentie genomen, en kunne nagaan of zij op eene doelmatige en met de verdragen overeenstemmende wijze de veiligheid van lijf en goed van vreemde onderhoorigen alsmede van de handelsverrichtingen verzekert.

ART. 9.

Ingeval bij het diplomatiek Lichaam klachten worden ingediend door het betrokken gezantschap, mag het diplomatiek Lichaam, onder kennisgeving aan den vertegenwoordiger van den Sultan, aan den hoofdopziener vragen over die klachten een onderzoek in te stellen en verslag op te maken tot zulke einden, als nuttig mocht blijken.

ART. 10.

De hoofdopziener ontvangt eene jaarwedde van 25,000 frank. Bovendien wordt hem eene vergoeding van 6,000 frank voor reiskosten verleend. Het Magzen stelt een behoorlijk huis te zijner beschikking en zorgt voor het onderhoud zijner paarden.

ART. 11.

Omtrent de stoffelijke voorwaarden van zijne dienstverbintenis en van zijne instelling, bij artikel 10 voorzien, wordt tusschen hem en het Magzen een verdrag gesloten. Dat verdrag wordt in afschrift aan het diplomatiek Lichaam medegedeeld.

ART. 12.

Het kader van de drilmeesters der Sjerifiaansche politie (officieren en onder-officieren) zal zijn Spaansch te Tetocan, gemengd te Tandzjer, Spaansch te Larache, Fransch te Rabat, gemengd te Casablanca en Fransch in de drie overige havens.

HOOFDSTUK II.

Verordening tot inrichting van het toezicht over de beteugeling
van den smokkelhandel in wapens.

ART. 13.

Zijn verboden in gansch de uitgestrektheid van het Sjerifiaansche Rijk, behoudens in het geval bedoeld bij artikelen 14 en 15, de invoer van en de handel in krijgswapens, wapendeelen, allerlei al of niet geladen munitie, buskruit, salpeter, knalkatoen, nitro-glycerine en alle samenstellingen die uitsluitend bestemd zijn tot het vervaardigen van munitie.

ART. 14.

Mogen echter ingevoerd worden, ontplofbare stoffen ten behoeve van de nijverheid en de openbare werken. Eene verordening, uitgevaardigd in de vormen aangewezen bij artikel 18, zal bepalen onder welke voorwaarden die invoer toegelaten is.

ART. 15.

Wapens, wapendeelen en munitie, bestemd voor de troepen van Zijne Sjerifiaansche Majesteit, worden toegelaten na vervulling van navermelde formaliteiten :

Eene door den Marokkaanschen Minister van Oorlog onderteekende verklaring, met opgave van het aantal en de soort van de aan de buitenlandsche nijverheid bestelde benoodigdheden van dien aard, moet aangeboden worden aan het gezantschap van het land van oorsprong, dat het met « gezien » zal teekenen.

De inklaring van de kisten en colli met wapens en munitie, geleverd in uitvoering der bestelling van de Marokkaansche Regeering, zal geschieden na overlegging van :

1^o De hierboven bedoelde verklaring;

2^o Het cognossement opgevende het aantal, het gewicht der colli, het aantal en de soort van de wapens en de munitie die zij inhouden. Dat bescheid moet met « gezien » geleekeerd zijn door het gezantschap van het land van oorsprong, dat op de keerzijde de vroeger ingeklaarde, achter-eenvolgende hoeveelheden aanteekent. Eens de bestelling in haar geheel geleverd, wordt verder visa geweigerd.

ART. 16.

De invoer van jacht- en prachtwapens, wapendeelen, geladen en ongeladen patronen is insgelijks verboden. Hij mag echter worden toegelaten :

- 1^o Voor de volstrekt persoonlijke behoeften van den invoerder;
- 2^o Voor de behoeften van de overeenkomstig artikel 18 toegelaten wapenmagazijnen.

ART. 17.

Jacht- of prachtwapens en -munitie worden toegelaten voor de volstrekt persoonlijke behoeften van den invoerder, op overlegging van een oorlof uitgaande van den vertegenwoordiger van het Magzen te Tandzjer. Is de invoerder vreemdeling, dan wordt het oorlof maar opgemaakt op aanvraag van het gezantschap waaronder hij behoort.

Voor jachtmunitie geldt het oorlof maar voor ten hoogste duizend patronen of voor het noodige tot het maken van duizend patronen.

Het oorlof wordt maar gegeven aan personen die geene boetstraffelijke veroordeeling beloopt hebben.

ART. 18.

De handel in jacht- en prachtwapens met ongegroeide loop, van vreemd maaksel, alsmede in de daarbij behorende munitie, wordt, zoodra de omstandigheden het zullen toelaten, geregeld door eene Sjerifiaansche beslissing, genomen overeenkomstig het advies van het diplomatiek Lichaam te Tandzjer, dat bij meerderheid van stemmen beslist. Hetzelfde geldt voor de beslissing tot het opheffen of beperken van het drijven van dien handel.

Alleen de personen die van de Marokkaansche Regeering eene bijzondere en tijdelijke vergunning bekomen hebben, worden toegelaten tot het openen en houden van winkels van jachtwapens en -munitie. Die vergunning wordt maangegeven op schriftelijke aanvraag van den belanghebbende, ondersteund met het gunstig advies van het gezantschap waaronder hij behoort.

Verordeningen, genomen in den bij paragraaf 1 van dit artikel aangegeven vorm, bepalen het aantal winkels die te Tandzjer en, des voorkomend, in de later aan te wijzen havens mogen geopend worden. Zij bepalen de formaliteiten, opgelegd bij den invoer van ontplofbare stoffen ten behoeve van de nijverheid en van openbare werken, van wapens en munitie voor de behoeften van winkels, alsmede de hoogste hoeveelheden welke opgeslagen mogen worden.

Bij inbreuk op de voorschriften der verordeningen, zal de vergunning tijdelijk of voorgoed mogen ingetrokken worden, onverminderd de andere door de overtreders opgelopen straffen.

ART. 19.

Elke invoer of poging tot invoer van verboden koopwaren zal aanleiding geven tot dezer verbeurdverklaring en, bovendien, tot de hieronder bepaalde straffen en boeten, die door het bevoegd gerechtelijk lichaam worden uitgesproken.

ART. 20.

De invoer of poging tot invoer langs eene voor den handel opengestelde haven of langs een tolkantoor zal bestraft worden :

1^o Met eene boete van 500 tot 2,000 pesetas en met eene bijkomende boete gelijk aan driemaal de waarde der ingevoerde waren ;

2^o Met gevangenzitting van vijf dagen tot één jaar of met slechts éene dier straffen.

ART. 21.

De invoer of poging tot invoer buiten eene voor den handel opengestelde haven of buiten een tolkantoor zal bestraft worden :

1^o Met eene boete van 1,000 tot 5,000 pesetas en met eene bijkomende boete gelijk aan driemaal de waarde der ingevoerde waren ;

2^o Met gevangenzitting van drie maanden tot twee jaar of met slechts eene dier straffen.

ART. 22.

Het verkoopen, helen of rondventen van bij deze verordening verboden koopwaren wordt bestraft met de bij artikel 20 bepaalde straffen.

ART. 23.

De medeplichtigen aan de bij artikelen 20, 21 en 22 voorziene wanbedrijven worden bestraft met dezelfde straffen als de voornaamste daders. De gronden voor de medeplichtigheid worden beoordeeld naar de wetten, geldende voor de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is.

ART. 24.

Wanneer ernstig vermoeden bestaat, dat een in eene voor den handel opengestelde haven geankerd schip wapens, munitie of andere verboden koopwaren aan boord heeft om ze in Marokko in te voeren, moeten de bedienden van den Sjerifiaanschen toldienst de gronden van hun vermoeden ter kennis brengen van de bevoegde consulaire overheid opdat deze, ten overstaan van eenen gemachtigde van den Sjerifiaanschen toldienst, kunne overgaan tot de opzoekingen, het onderzoek en het nazicht welke zij noodig oordeelt.

ART. 25.

In geval van invoer of poging tot invoer, over zee, van verboden koopwaren buiten eene voor den handel opengestelde haven, mag de Marokkaansche toldienst het schip naar de dichtstbij gelegen haven voeren om aan de consulaire overheid overgeleverd te worden ; deze mag het in beslag nemen en houden totdat de verbeurde boeten betaald zijn. In zooverre het rechterlijk onderzoek daardoor niet gehinderd wordt, moet het beslag van het schip

echter, in elken staat der instantie, gelicht worden op belegging van het bedrag der hoogste boete in de handen der consulaire overheid, of wel onder solvabelen borg, door den toldienst aangenomen.

ART. 26.

Het Magzen behoudt de verbeurd verklaarde koopwaren, hetzij tot zijn eigen gebruik, als zij daarvoor kunnen dienen, op voorwaarde dat de onderdanen van het Rijk zich die niet kunnen aanschaffen, hetzij om ze in het buitenland te doen verkoopen.

De vervoermiddelen te lande mogen verbeurd verklaard worden en zullen verkocht worden ten voordeele van de Sjerifiaansche Schatkist.

ART. 27.

In de geheele uitgestrektheid van het Sjerifiaansche Rijk is de verkoop verboden van alle door de Marokkaansche Regeering afgekeurde wapens.

ART. 28.

Premiën, te heffen op het bedrag der verbeurde boeten, zullen toegekend worden aan de aanbrengers die de verboden koopwaren hebben helpen ontdekken en aan de bedienden welke die waren in beslag genomen hebben; die premiën zullen, des voorkomend na aftrek van de proceskosten, toegekend worden als volgt : een derde door den toldienst te verdeelen onder de aanbrengers, een derde aan de bedienden die de waren in beslag hebben genomen en een derde aan de Marokkaansche Schatkist.

Indien de inbeslagneming zonder de tusschenkomst van een aanbrenger is geschied, zoo komt de helft der boete aan de bedienden die in beslag hebben genomen en de andere helft aan de Sjerifiaansche Schatkist ten goede.

ART. 29.

De Marokkaansche toloverheden moeten rechtstreeks de diplomatieke of consulaire agenten bekend maken met de door hunne onderhoorigen begane overtredingen ten opzichte van deze verordening, opdat laatstgenoemden voor het bevoegd gerechtelijk lichaam worden vervolgd.

Die zelve door Marokkaansche onderdanen begane overtredingen worden rechtstreeks door den toldienst bij de Sjerifiaansche overheid aangeklaagd.

Een gemachtigde van den toldienst is gelast, de behandeling der voor de verschillende gerechtelijke lichamen aanhangige zaken te volgen.

ART. 30.

In de grensstreek langsheen Algerië, zal de toepassing van de verordening omtrent den smokkelhandel in wapens uitsluitend tusschen Frankrijk en Marokko geregeld worden.

Evenzoo zal de toepassing van de verordening omtrent den smokkelhandel in wapens in Er Rif en, over het algemeen, in de grenstreken langsheen de Spaansche bezittingen, uitsluitend tusschen Spanje en Marokko geregeld worden.

HOOFDSTUK III.

Akte van vergunning van eene Staatsbank.

ART. 31.

In Marokko wordt, onder de benaming « Marokkaansche Staatsbank », eene bank ingericht tot uitoefening van de hierna bepaalde rechten, waarvan de vergunning haar door Z. M. den Sultan is verleend voor een tijdvak van veertig jaar, te rekenen van de bekrachtiging dezer akte.

ART. 32.

De bank, die al de verrichtingen mag uitoefenen welke tot de werkzaamheid eener bank behooren, zal het uitsluitend voorrecht genieten biljetten aan houder uit te geven die op vertooning terugbetaalbaar zullen zijn en als betaalmiddel in de openbare kassen van het Marokkaansche Rijk ontvangen worden.

De bank zal, gedurende een tijdvak van twee jaar te rekenen van den datum harer inwerkingtreding, een kasvoorraad behouden ten minste gelijk aan de helft van hare in omloop zijnde biljetten en ten minste gelijk aan het derde na dat tijdvak van twee volle jaren. Ten minste één derde van dien kasvoorraad zal bestaan uit goud of uit gouden muntspeciën.

ART. 33.

De bank zal, met uitsluiting van alle andere bank of kredietinstelling, het ambt van Rijksbetaalmeester vervullen. Te dien einde, zal de Marokkaansche Regeering de noodige maatregelen treffen om in de kassen der bank de opbrengst van den toldienst te doen storten, ter uitzondering van het gedeelte dat bestemd is tot den dienst van de leening 1904 en van de andere door haar aan te wijzen inkomsten.

Wat betreft de opbrengst van de bijzondere taxe, geheven met het oog op de uitvoering van sommige openbare werken, zal de Marokkaansche Regeering ze in de bank moeten doen storten, alsmede de inkomsten die zij later mocht aanwenden tot waarborg van hare leeningen, zijnde de bank bijzonder gelast er den dienst van te verzekeren, ter uitzondering echter van de leening 1904, dewelke door een bijzonder verdrag beheerscht is.

ART. 34.

De bank zal, zoo binnen als buiten het Rijk, de financieele agent van de Regeering zijn, onverminderd het recht voor de Regeering om zich, voor hare openbare leeningen, tot andere bankhuizen of kredietinstellingen te wenden. Voor gezegde leeningen zal de bank echter, onder gelijke voor-

waarden, een recht van voorkeur genieten op elk bankhuis of elke krediet-instelling.

Maar voor de schatkistbewijzen en andere schatkistpapieren met korten vervaltijd, welke de Marokkaansche Regeering zou willen verhandelen, zonder er het voorwerp van te maken van eene openbare uitgifte, zal de bank, met uitsluiting van elke andere inrichting, gelast zijn ze voor rekening van de Marokkaansche Regeering te verhandelen hetzij in Marokko, hetzij in het buitenland.

ART. 35.

Te gelden op de inkomsten der Schatkist, zal de bank aan de Marokkaansche Regeering voorschotten doen op loopende rekening tot een bedrag van één millioen frank.

Bovendien zal de bank, voor een tijdvak van tien jaar te rekenen van hare oprichting, een krediet, dat niet meer mag bedragen dan het twee derde van haar aanvankelijk kapitaal, aan de Regeering openstellen.

Dat krediet zal over verscheidene jaren verdeeld worden en in de eerste plaats worden aangewend tot de uitgaven voor de inrichting en het onderhoud van de politiekorpsen, ingericht overeenkomstig de door de Conferentie genomen beslissingen, en in de tweede plaats tot de uitgaven voor de werken van algemeen nut, die niet mochten uitgetrokken zijn op het bijzonder fonds, bij het volgend artikel bedoeld.

De interest over die beide voorschotten zal ten hoogste 7 % bedragen, met inbegrip van het bankloon, en de bank mag aan de Regeering vragen haar, als waarborg voor het beloop der voorschotten, schatkistbewijzen tot eene gelijke som af te geven.

Mocht de Marokkaansche Regeering, vóór het verloop van de tien jaar, eene leening aangaan, zoo zou de bank aanspraak hebben op de onmiddellijke teruggave van de voorschotten, overeenkomstig het tweede lid van dit artikel gedaan.

ART. 36.

De opbrengst van de bijzondere taxe (artikelen 33 en 66) zal een bijzonder fonds uitmaken, waarover de bank afzonderlijk boekhouden zal. Dat fonds zal worden gebruikt overeenkomstig de voorschriften, door de Conferentie vastgesteld.

Bij ontoereikendheid, en te gelden op latere inkomsten, zal de bank aan dat fonds een krediet mogen openstellen, waarvan de belangrijkheid het bedrag der gedurende het vorige jaar gedane inkasseeringen niet mag overschrijden.

De voorwaarden van interest en bankloon zullen dezelfde zijn als die, in het vorig artikel bepaald voor het voorschot, op loopende rekening, aan de Schatkist.

ART. 37.

De bank zal de maatregelen nemen die zij nuttig acht tot zuivering van den munttoestand in Marokko. Spaansche munt zal voort als betaalmiddel worden aangenomen.

Derhalve zal de bank uitsluitend belast zijn met het aankopen van de edele metalen, met het slaan en het hergieten van muntspeciën, alsmede met alle andere muntverrichtingen, die zij voor rekening en ten voordeele van de Marokkaansche Regeering zal doen.

ART. 38.

De bank zal haren maatschappelijken zetel te Tandzier hebben. Zij zal filialen en agentschappen oprichten in de voornaamste steden van Marokko en in elke andere plaats, waar zij zulks nuttig mocht achten.

ART. 39.

De noodige gronden tot de oprichting van de bank, alsmede van hare filialen en agentschappen in Marokko, zullen kosteloos te harer beschikking worden gesteld door de Regeering; bij het vervallen van de vergunning, zal de Regeering ze weder in bezit nemen en de kosten van opbouw van die inrichtingen aan de bank terugbetalen. Bovendien zal de bank bevoegd zijn elk gebouw en elken grond aan te koopen, die zij voor hetzelfde doel mocht behoeven.

ART. 40.

De Sjerifiaansche Regeering verzekert, onder hare verantwoordelijkheid, de veiligheid en de bescherming van de bank, van hare filialen en agentschappen. Te dien einde stelt zij in elke stad eene voldoende wacht ter beschikking van elke dier inrichtingen.

ART. 41.

De bank, hare filialen en agentschappen zijn vrij van alle thans bestaande of later te stellen gewone of buitengewone belastingen of heffingen; hetzelfde geldt ten opzichte van de onroerende goederen voor hare diensten bestemd, van de titels en koepons harer aandelen en biljetten. De metalen en muntspeciën, voor de verrichtingen der bank bestemd, zullen in- en uitgevoerd mogen worden en vrij zijn van alle recht.

ART. 42.

De Sjerifiaansche Regeering zal haar hooger toezicht over de bank doen uitoefenen door eenen Marokkaanschen Hoogeren Commissaris, door haar benoemd na voorafgaande overeenkomst met den raad van beheer van de bank.

Deze Hoogere Commissaris zal bevoegd zijn kennis te nemen van de leiding der bank; hij houdt toezicht over de uitgifte van bankbiljetten en waakt over de stipte nakoming van de voorwaarden der vergunning.

De Hoogere Commissaris teekent elk biljet of stelt er zijn zegel op; hij is

belast met het toezicht over de betrekkingen van de bank met de Rijks-Schatkist.

Hij mag zich niet bemoeien met het beheer en de leiding van de zaken der bank, maar hij heeft altijd het recht de vergaderingen van de Censoren bij te wonen.

De Sjerifiaansche Regeering zal een of twee toegevoegde Commissarissen benoemen, die bijzonder belast zullen zijn met het toezicht over de financiële verrichtingen van de Schatkist met de bank.

ART. 43.

Eene verordening tot nadere bepaling van de betrekkingen der bank met de Marokkaansche Regeering zal worden opgemaakt door een bijzonder comiteit, bij artikel 57 bedoeld, en door de Censoren worden goedgekeurd.

ART. 44.

De bank, met de goedkeuring van Zijne Sjerifiaansche Majesteit opgericht onder den vorm eener naamlooze vennootschap, wordt beheerscht door de Fransche wet te dier zake.

ART. 45.

De dadingen, door de bank in Marokko ingesteld, worden gebracht vóór de consulaire rechtbank van den verweerder of vóór het Marokkaansch gerechtelijk lichaam, overeenkomstig de regelen van bevoegdheid, vastgesteld door de verdragen en door de Sjerifiaansche fermans.

De dadingen in Marokko ingesteld tegen de bank zullen gebracht worden vóór eene bijzondere rechtbank, samengesteld uit drie consulaire magistraten en twee bijzitters. Het diplomatiek Lichaam maakt elk jaar de lijst op van de magistraten, van de bijzitters en van hunne plaatsvervangers.

Deze rechtbank past op die zaken de regelen van recht, van rechtspleging en van bevoegdheid toe, welke in zake koophandel door de Fransche wetgeving zijn uitgevaardigd.

Het beroep van vonnissen, door deze rechtbank geveld, zal worden gebracht vóór het Bondsgerechtshof te Lausanne, dat in laatste ressort uitspraak doet.

ART. 46.

In geval van betwisting omtrent de bepalingen van de vergunning of van twistpunten, die tusschen de Marokkaansche Regeering en de bank mochten rijzen, zal het geschil, zonder beroep noch verhaal, onderworpen worden aan het Bondsgerechtshof te Lausanne.

Zullen eveneens, zonder beroep noch verhaal, aan dat Hof worden onderworpen al de geschillen die tusschen de aandeelhouders en de bank mochten rijzen nopens de uitvoering der statuten of uit hoofde van de zaken der vennootschap.

ART. 47.

De statuten van de bank zullen, naar de volgende gróndslagen, worden opgemaakt door een bijzonder Comité, bij artikel 37 bedoeld. Zij zullen door de Censoren goedgekeurd en door de algemeene Vergadering van aandeelhouders bekrachtigd worden.

ART. 48.

De algemeene vergadering tot oprichting van de Vennootschap zal de plaats bepalen, waar de vergaderingen van aandeelhouders en de bijeenkomsten van den raad van beheer worden gehouden; deze raad zal echter bevoegd zijn in elke andere stad bijeen te komen, zoo hij het nuttig acht.

Het bestuur van de bank zal te Tandzjer gevestigd zijn.

ART. 49.

De bank wordt beheerd door eenen raad van beheer, samengesteld uit evenveel leden als er deelen in het aanvankelijk kapitaal worden gemaakt.

De beheerders zullen de meest uitgestrekte machten hebben voor het beheer en de leiding van de vennootschap; zij zullen namelijk de bestuurders, onderbestuurders en leden van de bij artikel 34 bedoelde commissie benoemen, alsmede de bestuurders van de filialen en agentschappen.

Al de bedienden van de vennootschap worden, zooveel mogelijk, aangevorven onder de onderhoorigen van de verschillende Mogendheden, die mede-ingeschreven hebben voor het kapitaal.

ART. 50.

De beheerders, wier benoeming door de algemeene vergadering van aandeelhouders wordt gedaan, worden aan hare keuze voorgesteld door de groepen die voor het kapitaal ingeschreven hebben.

De eerste raad blijft gedurende vijf jaar in werking. Bij het vervallen van dien termijn, wordt hij vernieuwd tegen drie leden per jaar. Het lot bepaalt de volgorde van uittreding der beheerders; zij zijn herkiesbaar.

Bij de oprichting van de vennootschap, heeft elke inschrijvende groep het recht evenveel beheerders aan te wijzen, als zij voor geheele deelen ingeschreven heeft, zonder verplichting voor de groepen om éenen candidaat harer eigene nationaliteit te kiezen.

De inschrijvende groepen behouden haar recht tot aanwijzing van de beheerders, bij het vervangen van laatstgenoemden of bij het vernieuwen van hun mandaat, slechts in zoverre zij kunnen bewijzen dat zij nog in bezit zijn van ten minste de helft van het deel, uit hoofde waarvan zij dat recht uitoefenen.

Mocht, ten gevolge van deze bepalingen, eene inschrijvende groep niet meer in staat zijn eenen beheerder aan te wijzen, zoo zal de algemeene vergadering van aandeelhouders rechtstreeks in die aanwijzing voorzien.

ART. 51.

Elke der na te noemen inrichtingen : Duitseche Rijksbank, Bank van Engeland, Spaansche Bank, Fransche Bank, zal, met de toestemming van hare Regeering, eenen Censor bij de Marokkaansche Staatsbank benoemen.

De Censoren zullen vier jaar in functie blijven. Uittredende Censoren kunnen opnieuw aangewezen worden.

In geval van overlijden of van ontslag, wordt in de opengevallen plaats voorzien door de inrichting die den vorigen titularis heeft aangewezen, doch enkel voor den tijd dat deze in dienst moest blijven.

ART. 52.

De Censoren, die hun mandaat uitoefenen krachtens deze akte van de onderteekend hebbende Mogendheden, moeten, in dezer belang, waken over de goede werking van de bank en zorgen voor de stipte naleving van de bepalingen der vergunning en der statuten. Zij waken over de nauwkeurige vervulling van de voorschriften betreffende de uitgifte van biljetten en houden toezicht over de verrichtingen tot zuivering van den munttoestand; maar nooit mogen zij, om 't even onder welk voorwendsel, zich bemoeien met de leiding van de zaken, noch met het inwendig beheer der bank.

Te allen tijde mag ieder der Censoren de rekeningen der bank onderzoeken, aan den raad van beheer of aan het bestuur inlichtingen vragen omtrent de leiding van de bank en de bijeenkomsten van den raad van beheer bijwonen, doch enkel met raadgevende stem.

De vier Censoren, in de uitoefening van hun ambt, vergaderen te Tandzjer ten minste eenmaal alle twee jaren, op eenen onder hen overeen te komen datum. Andere bijeenkomsten, te Tandzjer of elders, moeten plaats hebben indien drie Censoren zulks vergen.

De vier Censoren maken, in gemeen overleg, een jaarlijksch verslag op, hetwelk aan het verslag van den raad van beheer wordt toegevoegd. De raad van beheer zendt onverwijld een afschrift van dat verslag aan elke der Regeeringen, die de akte der Conferentie onderteekend hebben.

ART. 53.

De wedden en vergoedingen voor reiskosten aan de Censoren toe te kennen worden vastgesteld door het Comité tot instudeering der statuten. Zij worden rechtstreeks in handen dier agenten gestort door de banken die met hunne aanwijzing belast zijn en aan die inrichtingen terugbetaald door de Marokkaansche Staatsbank.

ART. 54.

Bij het bestuur te Tandzjer wordt aangesteld eene commissie van leden, door den raad van beheer, zonder onderscheid van nationaliteit, gekozen onder de te Tandzjer verblijvende notabelen, die eigenaar zijn van aandelen in de bank.

Deze Commissie, waarbij een der bestuurders of onderbestuurders als voorzitter optreedt, brengt haar advies uit omtrent het disconteeren en het openstellen van krediet.

Over die verschillende vraagstukken zendt zij maandelijks een verslag naar den raad van beheer.

ART. 55.

Het kapitaal, waarvan de belangrijkheid wordt vastgesteld door het bijzonder comiteit, bij artikel 57 bedoeld, zonder minder dan 15 miljoen frank noch meer dan 20 miljoen te mogen bedragen, wordt in gouden muntspeciën gevormd, en de aandeelen, waarvan de snitten eene waarde gelijkstaande met 500 frank zullen vertegenwoordigen, zullen opgemaakt worden in de verschillende gouden muntspeciën, tegen een vasten, door de statuten te bepalen wisselkoers.

Later kan dat kapitaal, bij beslissingen van de algemeene Vergadering van aandeelhouders, in eene of verscheidene malen vermeerderd worden.

De inschrijving op die vermeerderingen van kapitaal zal voorbehouden zijn aan al de aandeelhouders, zonder onderscheid onder de groepen, in verhouding tot het aantal titels, door elk hunner bezeten.

ART. 56.

Het aanvankelijk kapitaal der bank wordt verdeeld in evenveel gelijke deelen als er ontvangende partijen zijn onder de ter Conferentie vertegenwoordigde Mogendheden.

Te dien einde zal iedere Mogendheid eene bank aanwijzen, die hetzij voor zichzelf, hetzij voor eene groep banken, het hiervoren beschreven inschrijvingsrecht zal uitoefenen, alsmede het recht tot aanwijzing van beheerders, dat bij artikel 50 is bedoeld. Iedere bank, als hoofd eener groep gekozen, mag, met de toestemming van hare Regeering, door eene andere bank van hetzelfde land vervangen worden.

De Staten, die hun recht tot inschrijving willen doen gelden, moeten van dat voornemen aan de Koninklijke Spaansche Regeering kennis geven binnen eenen termijn van vier weken, te rekenen van de ondertekening dezer akte door de vertegenwoordigers der Mogendheden.

Echter zullen twee deelen, gelijk aan die welke aan elke der inschrijvende groepen worden voorbehouden, worden toegekend aan het consortium van de banken, die het verdrag van 12 Juni 1904 ondertekend hebben, en wel als vergoeding voor den afstand die door het consortium aan de Marokkaansche Staatsbank zal worden gedaan :

1^o Van de rechten, bepaald bij artikel 33 van het verdrag;

2^o Van het in artikel 32 (paragraaf 2) van het verdrag neergeschreven recht, betreffende het beschikbaar saldo van de ontvangsten van den toldienst, onder uitdrukkelijk voorbehoud van het algemeen voorrecht, bij artikel 11 van hetzelfde verdrag in eersten rang verleend aan de houders van titels op de algeheele opbrengst van den toldienst.

ART. 57.

Binnen eenen termijn van drie weken, te rekenen van de door de Koninklijke Spaansche Regeering aan de betrokken Mogendheden beteekende sluiting der inschrijving, zal een bijzonder comiteit, samengesteld uit gemachtigden door de inschrijvende groepen benoemd in de voorwaarden bij artikel 50 voorzien voor de benoeming der beheerders, vergaderen om de statuten der bank op te maken.

De algemeene vergadering tot oprichting van de vennootschap zal plaats hebben binnen eenen termijn van twee maanden, te rekenen van de bekrachtiging dezer akte.

De taak van dat bijzonder comiteit houdt op onmiddellijk na de oprichting van de vennootschap.

Het bijzonder comiteit bepaalt zelf de plaats voor zijne bijeenkomsten.

ART. 58.

Aan de statuten mag geene wijziging worden gebracht, tenzij op voorstel van den raad van beheer en na eensluidend advies van de Censoren en van den hoogerem Rijkscommissaris.

Die wijzigingen behoeven de goedkeuring van het drie vierde der op de algemeene vergadering van aandeelhouders tegenwoordige of vertegenwoordigde leden.

HOOFDSTUK IV.

Verklaring betreffende eene betere opbrengst der belastingen
en het verschaffen van nieuwe inkomsten.

ART. 59.

Zoodra het *tertib* op regelmatige wijze ten uitvoer zal zijn gebracht ten opzichte der Marokkaansche onderdanen, zullen de vertegenwoordigers der Mogendheden te Tandzjer er hunne onderhoorigen in het Rijk aan onderwerpen. Maar het is verstaan dat gezegde belasting op vreemdelingen slechts zal worden toegepast :

a) in de voorwaarden, bepaald bij de verordening van het diplomatiek Lichaam te Tandzjer, in dato 23 November 1903;

b) in de plaatsen waar zij werkelijk op de Marokkaansche onderdanen wordt geheven.

De consulaire overheden houden van de op hunne onderhoorigen ingevorderde sommen een zooveelste ten honderd af tot dekking van de kosten veroorzaakt door het opmaken van de rollen en de invordering der taxe.

Het bedrag van die afhouding wordt vastgesteld, in gemeen overleg, tusschen het Magzen en het diplomatiek Lichaam te Tandzjer.

ART. 60.

Overeenkomstig het recht, dat hun werd erkend door artikel 11 der Overeenkomst van Madrid, mogen de vreemdelingen eigendommen aankopen in de geheele uitgestrektheid van het Sjerifiaansche Rijk, en Z. M. de Sultan zal aan de bestuurlijke en gerechtelijke overheden de noodige onder-richtingen geven, opdat de machtiging tot het verlijden van de akten niet zonder wettige reden worde geweigerd. Latere overdrachten bij akten onder levenden of na overlijden zullen bij voortduring ongehinderd worden uitgeoefend.

In de voor den handel opengestelde havens en binnen eenen omtrek van 10 kilometer om die havens, verleent Z. M. de Sultan op algemeene wijze en zonder dat het voortaan noodig zij ze bijzonderlijk te verkrijgen, voor elken aankoop van eigendom door vreemdelingen, de toestemming vereischt bij artikel 11 der Overeenkomst van Madrid.

Te Ksar-el-Kebir, Arzila, Asemur en, des voorkomend, in andere plaatsen aan de kust of in het binnenland, is voormelde algemeene toestemming eveneens aan vreemdelingen verleend, doch enkel voor aankopen binnen eenen omtrek van 2 kilometer om die steden.

Overal waar vreemdelingen eigendommen aangekocht hebben, mogen zij gebouwen oprichten met inachtneming van de verordeningen en gebruiken.

Vooraleer toe te stemmen in het opmaken van de akten tot overdracht van eigendommen, moet de Kadi zich, overeenkomstig de Muzelmansche wet, overtuigen of de titels in regel zijn.

In elke der bij dit artikel bedoelde steden en omschrijvingen, zal het Magzen den Kadi aanwijzen, die met dat nazicht belast zal zijn

ART. 61.

Met het doel om het Magzen nieuwe inkomsten te verschaffen, erkent de Conferentie in grondbeginsel dat eene taxe kan worden gesteld op de gebouwen binnen de steden.

Een gedeelte der aldus verwezenlijkte ontvangsten zal worden aangewend tot de behoeften van de wegenis en den gezondheidsdienst der stad en, op algemeene wijze, tot de uitgaven voor de verbetering en het onderhoud der steden.

De taxe zal verschuldigd zijn door den Marokkaanschen of vreemden eigenaar zonder eenig onderscheid; maar de huurder of de sleutelhouder zal er verantwoordelijk voor zijn tegenover de Marokkaansche Schatkist.

Eene in gemeen overleg door de Sjerifiaansche Regeering en het diplomatiek Lichaam te Tandzjer uitgevaardigde verordening zal het bedrag der taxe en de wijze waarop zij geheven en toegepast zal worden, vaststellen, en bepalen welk aandeel van de aldus verschaft inkomsten aangewend moet worden tot de uitgaven voor de verbetering en het onderhoud der steden

Te Tandzjer zal dat aandeel gestort worden bij den internationalen Gezondheidsraad, die er het gebruik van zal regelen, totdat van stadswege eene inrichting tot stand gekomen zij.

ART. 62.

Nademaal Zijne Sjerifaansche Majesteit in 1901 beslist heeft, dat de Marokkaansche ambtenaren die belast zijn met de heffing van de landbouwbelastingen, van de bevolking noch *sokhra* noch *muna* meer zouden ontvangen, meent de Conferentie dat die regel zooveel mogelijk algemeen dient te worden toegepast.

ART. 63.

De Sjerifaansche gemachtigden hebben vertoond dat goederen waarover bij habous beschikt is of sommige domein-eigendommen, namelijk goederen van het Magzen, tegen betaling van het huurgeld van 6 % bezet, in handen van vreemde onderhoorigen zijn, zonder regelmatige titels of krachtens verdragen, die voor herziening vatbaar zijn. De Conferentie, verlangende dien toestand te verhelpen, geeft last aan het diplomatiek Lichaam te Tandzjer, die beide vraagstukken billijkerwijze op te lossen in overeenstemming met den bijzonderen Commissaris, welken Zijne Sjerifaansche Majesteit te dien einde zal gelieven aan te wijzen.

ART. 64.

De Conferentie neemt akte van de voorstellen, door de Sjerifaansche gemachtigden ingediend omtrent het stellen van taxen op sommige bedrijven, neringen en beroepen.

Indien, ten gevolge van de toepassing dier taxen op de Marokkaansche onderdanen, het diplomatiek Lichaam te Tandzjer mocht meenen dat er reden bestaat ze tot vreemde onderhoorigen uit te breiden, zoo wordt van nu af bepaald, dat bedoelde taxen uitsluitend van stedelijken aard zullen zijn.

ART. 65.

De Conferentie sluit zich aan bij het voorstel, door de Marokkaansche gemachtigden gedaan om, met behulp van het diplomatiek Lichaam :

- a) Een zegelrecht te stellen op rechtsgeldige verdragen en akten, ten overstaan van Adults verleden ;
- b) Een overdrachtsrecht van ten hoogste 2 % te stellen op den verkoop van onroerende goederen ;
- c) Een statistiek- en waagrecht van ten hoogste 1 % der waarde te stellen op koopwaren, per kustvaarders vervoerd ;
- d) Een paspoortrecht te heffen op de Marokkaansche onderdanen ;
- e) Des voorkomend, kaai- en lichtgelden te heffen, waarvan de opbrengst moet worden aangewend tot de verbetering der havens.

ART. 66.

Tijdelijk zullen de koopwaren van vreemde herkomst, bij haren invoer in Marokko, belast worden met eene bijzondere taxe ten bedrage van 2 ½ % harer waarde. De geheele opbrengst van deze taxe zal een bijzonder fonds vormen, dat aangewend zal worden tot de uitgaven voor en de uitvoering van

openbare werken, bestemd tot de uitbreiding van de scheepvaart en den handel over het algemeen in het Sjerifiaansche Rijk.

Het programma der werken en hun voorrang zullen in gemeen overleg worden vastgesteld door de Sjerifiaansche Regeering en door het diplomatiek Lichaam te Tandezjer.

De daarop betrekking hebbende studiën, bestekken, ontwerpen en lastkohieren zullen worden opgemaakt door een bevoegden ingenieur, benoemd door de Sjerifiaansche Regeering, na overleg met het diplomatiek Lichaam. Deze ingenieur mag desnoods bijgestaan worden door een of meer toegevoegde ingenieurs. Hunne wedde wordt uitgetrokken op de gelden van de bijzondere kas.

De gelden van de bijzondere kas worden belegd in de Marokkaansche Staatsbank, die voor de boekhouding zorgt.

De openbare aanbestedingen geschieden in de vormen en volgens de algemeene voorwaarden, voorgeschreven door eene verordening, welke het diplomatiek Lichaam te Tandezjer belast is op te maken met den vertegenwoordiger van Zijne Sjerifiaansche Majesteit.

Het aanbestedingsbureau zal samengesteld zijn uit één vertegenwoordiger van de Sjerifiaansche Regeering, drie gemachtigden van het diplomatiek Lichaam en den ingenieur.

De aanbesteding zal worden uitgesproken ten gunste van den inschrijver die, met inachtneming van de voorschriften van het lastkohier, het aanbod doet dat de voordeeligste algemeene voorwaarden vervat.

Wat betreft de sommen die voortkomen van de bijzondere taxe en die mochten geheven worden in de tolkantoren, opgericht in de streken bij artikel 103 van het tolreglement voorzien, zal het gebruik daarvan, met de toestemming van de aangrenzende Mogendheid, door het Magzen worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het tegenwoordig artikel.

ART. 67.

Onder voorbehoud van de daaromtrent ingediende aanmerkingen, drukt de Conferentie den wensch uit dat de uitvoerrechten op navermelde koopwaren worden verminderd op de volgende wijze :

Sissererwten	20 %
Maïs	20 %
Gerst	50 %
Koren	34 %

ART. 68.

Zijne Sjerifiaansche Majesteit zal er in toestemmen het cijfer der runderen, die elke Mogendheid gerechtigd zal zijn uit Marokko te voeren, van zesduizend tot tienduizend te verhoogen. De uitvoer zal over alle tolkantoren mogen plaats hebben. Indien, ten gevolge van ongelukkige omstandigheden, eene schaarschte aan vee zich in eene bepaalde streek voordeed, zou Zijne

Sjerifiaansche Majesteit den uitvoer van vee langs de haven of havens welke die streek bedienen, tijdelijk mogen verbieden. Zulke maatregel mag niet voor langer dan twee jaar worden getroffen; hij mag niet tegelijk worden toegepast op al de havens van het Rijk.

Het is overigens verstaan dat de vorenstaande bepalingen geene wijziging toebrengen aan de andere voorwaarden op den uitvoer van vee, gesteld door vroegere fermans.

De Conferentie brengt bovendien den wensch uit, dat een veeartsenijkundig toezicht zoo spoedig mogelijk worde ingericht in de kusthavens.

ART. 69.

Overeenkomstig vroegere beslissingen van Zijne Sjerifiaansche Majesteit, en inzonderheid de beslissing van 28 September 1901, is tusschen al de havens van het Rijk toegelaten het vervoer per kustvaarder van granen, zaden, groenten, eieren, fruit, gevogelte en, over het algemeen, van allerlei koopwaren en dieren, al of niet herkomstig van Marokko, ter uitzondering van paarden, muilezels, ezels en kemels, waarvoor een bijzonder oorlof van het Magzen noodig zal zijn. De kustvaart mag worden uitgeoefend door booten van alle nationaliteit, zonder dat voormelde waren uitvoerrechten te betalen hebben, doch met inachtneming van de bijzondere rechten en de verordeningen te dier zake.

ART. 70.

Daar het bedrag van de lig- of anker gelden, op de schepen in de Marokkaansche havens gelegd, bepaald is door verdragen met zekere Mogendheden gesloten, zijn die Mogendheden bereid in de herziening van die gelden toe te stemmen. Het diplomatiek Lichaam te Tandzjer is gelast, in overleg met het Magzen, de voorwaarden voor deze herziening op te maken, dewelke slechts mag plaats hebben na de verbetering van de havens.

ART. 71.

De tolmagazijn gelden zullen worden geheven in al de Marokkaansche havens waar voldoende stapelplaatsen bestaan, overeenkomstig de verordeningen te dier zake door de Regeering van Zijne Sjerifiaansche Majesteit in overleg met het diplomatiek Lichaam te Tandzjer getroffen of nog te treffen.

ART. 72.

Opium en kif zullen bij voortduring het voorwerp uitmaken van een monopolium ten bate van de Sjerifiaansche Regeering. De invoer van opium, bijzonder bestemd tot artsensijbereiding, zal echter worden toegelaten door een bijzonder oorlof, door het Magzen afgeleverd op aanvraag van het gezantschap waaronder de invoerende apotheker of geneesheer behoort. De grootste in te voeren hoeveelheid wordt, in gemeen overleg, door de Sjerifiaansche Regeering en het diplomatiek Lichaam geregeld.

ART. 73.

De vertegenwoordigers der Mogendheden nemen akte van het voornemen der Sjerifiaansche Regeering om het monopolium, dat thans voor snuif bestaat, tot allerlei soorten van tabak uit te breiden. Zij bedingen het recht, voor hunne onderhoorigen, op behoorlijke vergoeding voor het nadeel dat gezegd monopolium mocht veroorzaken aan die onder hen, die nijverheidsinrichtingen mochten bezitten, gesticht onder de thans voor tabak geldende behandeling. Bij gebrek aan minnelijke overeenkomst, zal de vergoeding worden bepaald door deskundigen, aangewezen door het Magzen en door het diplomatiek Lichaam, met inachtneming van de bepalingen, vastgesteld in zake onteigening tot algemeen nut.

ART. 74.

Het grondbeginsel der aanbesteding, onaangezien de nationaliteit, zal worden toegepast op de pachten betreffende het monopolium van opium en van kif. Hetzelfde zou gelden ten opzichte van het tabaksmonopolium, indien het ingesteld werd.

ART. 75.

Ingeval er reden mocht bestaan tot wijziging van eenige der bepalingen van deze verklaring, zal daaromtrent moeten worden overeengekomen tusschen het Magzen en het diplomatiek Lichaam te Tandzjer.

ART. 76.

In al de door deze verklaring voorziene gevallen, waarin het diplomatiek Lichaam zal geroepen worden tusschenbeide te komen, doch niet wat betreft artikelen 64, 70 en 75, zullen de beslissingen bij meerderheid van stemmen worden genomen.

HOOFDSTUK V.**Verordening op den toldienst van het Rijk en beteugeling van bedrog en van smokkelarij.****ART. 77.**

Iedere gezagvoerder van een koopvaardijship, die uit den vreemde of van Marokko komt, moet, binnen vier-en-twintig uren nadat hij in eene van 's Rijks havens tot het vrije verkeer werd toegelaten, op het tolkantoor een door hem onderteekend en door den consignataris van het vaartuig eensluitend gewaarmerkt nauwkeurig afschrift van zijn manifest neerleggen. Bovendien moet hij, op aanzoek, aan de bedienden van den toldienst zijn manifest zelf vertoonen.

De toldienst is bevoegd een of meer wachten aan boord te plaatsen, om allen onwettelijken handel te beletten.

ART. 78.

Zijn van de neerlegging van het manifest vrijgesteld :

- 1^o Oorlogschepen of voor rekening eener Mogendheid bevrachte vaartuigen ;
- 2^o Sloepen behorende aan particulieren die zich ervan bedienen voor hun gebruik en zich daarbij van alle vervoer van koopwaren onthouden ;
- 3^o Vaartuigen gebezigd voor de vischvangst in 't zicht der kust ;
- 4^o Jachten, enkel gebezigd voor speelvaarten en bij die soort ingeschreven in de haven waar zij thuis behooren ;
- 5^o Schepen, bijzonder belast met het leggen en herstellen van telegraafkabels ;
- 6^o Booten, enkel voor den reddingsdienst bestemd ;
- 7^o Hospitaalschepen ;
- 8^o Schoolschepen der koopvaardijvloot, welke geene handelsverrichtingen doen.

ART. 79.

Het op het tolkantoor neergelegd manifest moet den aard en de herkomst der lading opgeven, met de merken en nummers der kisten, balen, pakken, vaten enz.

ART. 80.

Wanneer er ernstige vermoedens bestaan tegen de nauwkeurigheid van het manifest, of wanneer de gezagvoerder van het vaartuig weigert het onderzoek en het nazicht door de tolbedienden te laten uitvoeren, wordt van het geval kennis gegeven aan de bevoegde consulaire overheid, opdat deze, samen met een gemachtigde van den Sjerifiaanschen toldienst, overga tot de opzoekingen, het onderzoek en het nazicht welke zij noodig oordeelt.

ART. 81.

Indien, na verloop van den bij artikel 77 gestelden termijn van vier en twintig uren, de gezagvoerder zijn manifest niet neergelegd heeft, dreigt hem, tenzij de vertraging volge uit een geval van overmacht, eene boete van honderd vijftig pesetas per dag vertraging, zonder dat die boete echter zeshonderd pesetas mag te boven gaan. Heeft de gezagvoerder, op bedrieglijke wijze, een onnauwkeurig of onvolledig manifest aangeboden, zoo wordt hij persoonlijk veroordeeld tot betaling eener som gelijk aan de waarde der koopwaren waarvoor hij geen manifest heeft ingediend en tot eene boete van vijfhonderd tot duizend pesetas ; bovendien kunnen het vaartuig en de koopwaren door de bevoegde consulaire overheid als borg voor de boete in beslag genomen worden.

ART. 82.

Iedere persoon, op het oogenblik dat koopwaren worden in- of uitgeklaard, moet den toldienst eene omstandige aangifte afgeven, waarin de

soort, de hoedanigheid, het gewicht, het aantal, de maat en de waarde der koopwaren vermeld staan, alsmede de soort, de merken en de nummers der colli waarin de koopwaren vervat zijn.

Art. 83.

Ingeval, bij het onderzoek, minder colli of koopwaren worden aangetroffen dan er aangegeven zijn, moet de aangever, tenzij hij bewijzen kan dat hij te goeder trouw heeft gehandeld, dubbel recht betalen voor de ontbrekende koopwaren, en de aangeboden koopwaren worden door den toldienst ingehouden als borg voor dat dubbel recht; wordt er, integendeel, bij het onderzoek, een overschot vastgesteld op het aantal colli, op de hoeveelheid koopwaren of het gewicht ervan, zoo wordt dat overschot ten bate van het Magzen in beslag genomen en verbeurd verklaard, tenzij de aangever bewijzen kan dat hij te goeder trouw heeft gehandeld.

Art. 84.

Werd de aangifte onnauwkeurig bevonden, wat de soort of de hoedanigheid betreft, en kan de aangever niet bewijzen dat hij te goeder trouw heeft gehandeld, zoo worden de onnauwkeurig aangegeven koopwaren door de bevoegde overheid ten bate van het Magzen in beslag genomen en verbeurd verklaard.

Art. 85.

Mocht de aangifte onnauwkeurig bevonden worden wat betreft de aangegeven waarde, en kan de aangever niet bewijzen dat hij te goeder trouw heeft gehandeld, zoo mag de toldienst, hetzij het recht onmiddellijk in natura afhouden, hetzij, indien het goed onverdeelbaar is, dat goed overnemen, mits dadelijk aan den aangever de aangegeven waarde, verhoogd met 5 t. h., te betalen.

Art. 86.

Wordt de aangifte valsch erkend, wat betreft den aard der koopwaren, zoo worden deze aanschouwd als niet aangegeven; de overtreding valt alsdan onder toepassing van artikelen 88 en 90 hierna en zij wordt bestraft met de bij die artikelen voorziene straffen.

Art. 87.

Al wie poogt of wie op heeter daad wordt betrapt koopwaren, waarop rechten staan, het land in of wel het land uit te smokkelen, hetzij over zee, hetzij over land, wordt gestraft met inbeslagneming der koopwaren, onverminderd de verder bepaalde straffen en boeten, welke door het bevoegd gerechtelijk lichaam worden uitgesproken.

Worden bovendien in beslag genomen en verbeurd verklaard de vervoermiddelen te land, ingeval het sluikgoed het voornaamste gedeelte der lading uitmaakt.

Art. 88.

Al wie poogt of wie op heeter daad wordt betrapt, koopwaren het land in of het land uit te smokkelen langs eene voor den handel opengestelde haven of langs een tolkantoor, wordt gestraft met eene boete van niet meer dan driemaal de waarde der koopwaren waarvoor het bedrog wordt gepleegd, en met vijf dagen tot zes maanden gevangenzitting, of wel met enkel éene van beide straffen.

Art. 89.

Al wie poogt of wie op heeter daad wordt betrapt het land in of wel het land uit te smokkelen buiten eene voor den handel opengestelde haven of een tolkantoor, wordt gestraft met eene boete van 500 tot 500 pesetas en met eene bijkomende boete gelijk aan driemaal de waarde der koopwaren, of wel met eene maand tot een jaar gevangenzitting.

Art. 90.

De medeplichtigen aan de bij artikelen 88 en 89 voorziene wanbedrijven, worden bestraft met dezelfde straffen als de voornaamste daders. De gronden voor de medeplichtigheid worden beoordeeld naar de wetten, geldende voor de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is.

Art. 91.

Ingeval men poogt of men op heeter daad wordt betrapt, op een vaartuig koopwaren het land in of wel het land uit te voeren buiten eene voor den handel opengestelde haven, mag de Marokkaansche toldienst het vaartuig in de dichtst nabij gelegen haven voeren om het over te leveren aan de consulaire overheid, die het in beslag mag nemen en houden totdat het bedrag der uitgesproken veroordeelingen is betaald.

In zooverre het rechterlijk onderzoek daardoor niet gehinderd wordt, moet het beslag op het schip, in elken staat der instantie, gelicht worden op belegging van het bedrag der hoogste boete in de handen der consulaire overheid, of wel onder solvabelen borg, door den toldienst aangenomen.

Art. 92.

De bepalingen der voorgaande artikelen zijn toepasselijk op de kustvaart.

Art. 93.

Van uitvoerrechten vrije koopwaren, in eene Marokkaansche haven ingescheept om over zee in eene andere haven van het Rijk gevoerd te worden, moeten vergezeld gaan van een door den toldienst afgeleverd bewijs van uitgang; zooniet moet het invoerrecht er voor betaald worden en kunnen zij zelfs in beslag genomen worden, indien zij op het manifest niet vermeld staan.

ART. 94.

Voortbrengselen welke onder het uitvoerrecht vallen, mogen per kustvaarder maar vervoerd worden op belegging, ten kantore van vertrek, tegen kwijtschrift, van het bedrag der uitvoerrechten voor die waren.

Op het kantoor waar die som werd belegd, wordt zij den belegger terugbetaald op overlegging van eene verklaring waarin de toldienst verzekert dat de koopwaren zijn aangekomen, alsook van het kwijtschrift waaruit de storting der rechten blijkt. De stukken tot vaststelling der aankomst van de koopwaren moeten binnen drie maanden na de afzending ingediend zijn. Na dien termijn, tenzij de vertraging aan een geval van overmacht te wijten is, wordt de belegde som des Magzens eigendom.

ART. 95.

De in- en de uitvoerrechten worden kontant betaald op het tolkantoor waar de regeling is geschied. De rechten naar de waarde worden betaald naar de waarde van de koopwaren, kontant en over het geheel, op het tolkantoor aangevoerd, de tolrechten en magazijngelden niet medegerkend. In geval van beschadiging, wordt bij de schatting rekening gehouden met de door de waren geleden waardevermindering. De koopwaren mogen maar worden afgehaald na de betaling der tolrechten en magazijngelden.

Voor elke opneming van koopwaren en voor elke inning, wordt een behoorlijk ontvangstbewijs afgegeven door den bediende, belast met de verrichting.

ART. 96.

De waarde der bijzonderste door den Marokkaanschen toldienst belaste koopwaren wordt elk jaar vastgesteld door eene Commissie van tolschatters, vereenigd te Tandezjer en samengesteld uit :

- 1^o Drie leden, aangewezen door de Marokkaansche Regeering;
- 2^o Drie leden, aangewezen door het diplomatiek Lichaam te Tandezjer;
- 3^o Een gemachtigde der Staatsbank;
- 4^o Een agent der afvaardiging van de Marokkaansche leening 3 % 1904.

De Commissie benoemt twaalf tot twintig leden ter eere, verblijvende in Marokko, die zij raadpleegt wanneer het er op aankomt de waarde der koopwaren vast te stellen en telkens als zij het nuttig oordeelt. Die leden ter eere worden gekozen op de lijsten der notabelen, opgemaakt door elk gezantschap voor de vreemdelingen en, voor de Marokkanen, door den vertegenwoordiger van den Sultan. Zij worden, zooveel doenlijk, in verhouding tot de belangrijkheid van den handel elke natie aangewezen.

De Commissie wordt voor drie jaren benoemd.

Het door haar vastgesteld tarief van de waarde der koopwaren dient als grondslag voor de schattingen welke in elk kantoor door het Bestuur van den Marokkaanschen toldienst worden gedaan. Het wordt uitgehangen in de tolkantoren en in de kanselarijen der gezantschappen of der consulaten te Tandezjer.

Het tarief kan na zes maanden herzien worden, indien de waarde van sommige koopwaren belangrijke veranderingen heeft ondergaan.

ART. 97.

Een bestendig Comiteit, zoogenaamd « Tolcomiteit », wordt ingesteld te Tandezjer en voor drie jaren benoemd. Het zal samengesteld zijn uit een bijzonderen Commissaris van Zijne Sjerifiaansche Majesteit, een door het diplomatiek Lichaam te Tandezjer aangewezen lid van het diplomatiek of consulaire Lichaam en een gemachtigde der Staatsbank. Het kan zich, tot raadpleging, een of meer vertegenwoordigers van den toldienst toevoegen.

Dat Comiteit heeft hoog toezicht over de werking van den toldienst en mag aan Zijne Sjerifiaansche Majesteit de maatregelen voorstellen, welke mochten geschikt zijn om verbeteringen in den dienst toe te brengen, alsook om de regelmatigheid van en het toezicht over de verrichtingen en de inning te verzekeren (ontscheping, inscheping, vervoer te land, behandeling, in- en uitvoer der koopwaren, bewaring, schatting, betaling en inning der taxen). Door de oprichting van het Tolcomiteit zal geene inbreuk worden gemaakt op de rechten welke den aandeelhouders zijn verzekerd bij artikelen 15 en 16 van het leeningsverdrag van 12 Juni 1904.

Door het Tolcomiteit en de betrokken diensten opgemaakte onderrichtingen zullen de bijzonderheden der toepassing van artikel 96 en van dit artikel regelen. Zij zullen aan het advies van het diplomatiek Lichaam onderworpen worden.

ART. 98.

Ter tolkantoren waar voldoende magazijnen bestaan, zorgt de toldienst voor de ontscheepte koopwaren van als zij, tegen ontvangstbewijs, door den gezagvoerder van het vaartuig worden overgegeven aan de bedienden belast met het aanleggen aan kaai, tot op het oogenblik dat zij behoorlijk zijn ingeklaard. Hij verantwoordt de schade, veroorzaakt door verlies of beschadiging van koopwaren, welke aan de schuld of aan de nalatigheid zijner bedienden toe te schrijven is. Hij verantwoordt de beschadiging niet welke het gevolg is hetzij van het natuurlijk verslechteren der koopwaren, hetzij van haar te lang verblijf in het magazijn, hetzij van een geval van overmacht.

Ter tolkantoren waar geen voldoende magazijnen bestaan, zijn de bedienden van het Magzen enkel gehouden de behoedmiddelen aan te wenden, waarover het tolkantoor beschikt.

Het thans van kracht zijnde reglement op de bewaring in magazijn zal, in overeenstemming met de Sjerifiaansche Reggering, herzien worden door de zorgen van het diplomatiek Lichaam, beslissende bij meerderheid van stemmen.

ART. 99.

De verbeurd verklaarde koopwaren en vervoermiddelen te land worden door de zorgen van den toldienst verkocht binnen een termijn van acht dagen, te rekenen van het door de bevoegde rechtbank uitgesproken eindvonnis.

ART. 100.

De zuivere opbrengst van den verkoop der verbeurd verklaarde en voorgoed aan den Staat toekomende koopwaren en voorwerpen, die der geldboeten, alsmede het beloop der minnelijke schikkingen, worden, na aftrek der kosten van allen aard, verdeeld tusschen de Sjerifiaansche Schatkist en degenen die het hunne hebben bijgedragen tot de beteugeling van het bedrog of de smokkelarij :

Een derde, door den toldienst te verdeelen onder de aanbrengrers.

Een derde aan de bedienden die de koopwaren in beslag hebben genomen.

Een derde aan de Marokkaansche Schatkist.

Indien de inbeslagneming zonder de tusschenkomst van een aanbrengrer is geschied, zoo komt de helft der boete aan de bedienden die in beslag hebben genomen, en de andere helft aan de Marokkaansche Schatkist ten goede.

ART. 101.

De Marokkaansche toloverheden moeten rechtstreeks de diplomatieke of consulaire agenten bekend maken met de door hunne onderhoorigen begane overtredingen ten opzichte van deze verordening, opdat laatstgenoemden voor het bevoegd gerechtelijk lichaam worden vervolgd.

Die zelfde door Marokkaansche onderdanen begane overtredingen worden rechtstreeks door den toldienst bij de Sjerifiaansche overheid aangeklaagd.

Een gemachtigde van den toldienst is gelast de behandeling der voor de verschillende gerechtelijke lichamen aanhangige zaken te volgen.

ART. 102.

Elke verbeurdverklaring, boete of straffe wordt voor de vreemdelingen door de consulaire rechtsmacht en voor de Marokkaansche onderdanen door de Sjerifiaansche rechtsmacht uitgesproken.

ART. 103.

In de grensstreek langsheen Algerië zal de toepassing van deze verordening uitsluitend tusschen Frankrijk en Marokko geregeld worden.

Evenzoo zal de toepassing van deze verordening in Er Rif en, over het algemeen, in de grensstreken langsheen de Spaansche bezittingen uitsluitend tusschen Spanje en Marokko geregeld worden.

ART. 104.

Al wat bij deze verordening is bepaald, buiten en behalve wat betrekking heeft op de straffen, kan, na verloop van een termijn van twee jaren, te rekenen van de inwerkingtreding, herzien worden door het diplomatiek Lichaam te Tandezjer, beslissende bij algemeenheid van stemmen en in overeenstemming met het Magzen.

HOOFDSTUK VI.

Verklaring betreffende de openbare diensten en de openbare werken.

ART. 105.

Ten einde de toepassing van het grondbeginsel der economische vrijheid zonder eenige ongelijkheid te verzekeren, verklaren de ondertekend hebbende Mogendheden dat geen der openbare diensten van het Sjeriffiaansche Rijk ten bate van bijzondere belangen zal mogen overgedragen worden.

ART. 106.

Ingeval de Sjeriffiaansche Regeering het oorbaar mocht achten zich tot de vreemde kapitalen of tot de vreemde nijverheid te wenden voor de exploitatie van openbare diensten of voor de uitvoering van openbare werken, banen, spoorwegen, havens, telegraphen en andere, behouden de ondertekend hebbende Mogendheden zich voor, zorg te dragen dat 's Staats macht over die groote ondernemingen van algemeen nut onverminkt blijve.

ART. 107.

De geldigheid der vergunningen welke mochten toegestaan worden ingevolge artikel 106 alsmede voor de Staatsleveringen, zal het gansche Sjeriffiaansche Rijk door afhangen van het grondbeginsel der openbare aanbesteding, onaan gezien de nationaliteit, voor al de zaken waarbij het, naar de regelen in de vreemde wetgevingen gevolgd, behoort toegepast te worden.

ART. 108.

Zoodra de Sjeriffiaansche Regeering besloten heeft door middel van eene aanbesteding over te gaan tot de uitvoering van openbare werken, maakt zij dit bekend aan het diplomatiek Lichaam; verder krijgt dit door haar kennis van de lastkohieren, de plans en al de aan het ontwerp van de aanbesteding toegevoegde bescheiden, opdat de landgenooten van al de ondertekend hebbende Mogendheden zich van de ontworpen werken rekening kunnen geven en in staat wezen mede te dingen. Daartoe wordt bij het bericht van aanbesteding een voldoende termijn gesteld.

ART. 109.

In het lastkohier mag, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks, geene enkele voorwaarde of bepaling staan waarbij mocht worden te kort gekomen aan de vrije mededinging, en mededingers van eene nationaliteit tegenover mededingers van eene andere nationaliteit in een staat van minderheid mochten gesteld worden.

ART. 110.

Tot de aanbestedingen zal worden overgegaan in de vormen en volgens de algemeene voorwaarden, voorgeschreven door eene verordening welk de Sjerifiaansche Regeering met de medehulp van het diplomatiek Lichaam zal vaststellen.

De aanneming zal worden toegewezen door de Sjerifiaansche Regeering aan den inschrijver die, met inachtneming der voorschriften van het lastkohier, het aanbod doet welk de voordeeligste algemeene voorwaarden vereenigt.

ART. 111.

De bij artikelen 106 tot 110 gestelde regelen worden toegepast op de vergunningen tot exploitatie van kurkeikenbosschen, overeenkomstig de bepalingen die in de vreemde wetgevingen worden gevolgd.

ART. 112.

Een Sjerifiaansche ferman zal de voorwaarden van vergunning en van exploitatie van mijnen, graverijen en steengroeven bepalen. Bij het opmaken van dien ferman, zal de Sjerifiaansche Regeering zich door de daaromtrent bestaande vreemde wetgevingen laten leiden.

ART. 113.

Mocht het noodig wezen, in de bij artikelen 106 tot 112 vermelde gevallen, sommige onroerende goederen in te nemen, zoo kan tot onteigening ervan worden overgegaan, mits voorafgaande uitkeering eener billijke vergoeding en overeenkomstig navermelde regelen :

ART. 114.

De onteigening mag enkel uit oorzake van algemeen nut geschieden en voor zooveel de noodwendigheid ervan werd vastgesteld door een bestuurlijk onderzoek waarvan eene Sjerifiaansche verordening, opgemaakt met medehulp van het diplomatiek Lichaam, de formaliteiten zal bepalen.

ART. 115.

Indien de eigenaars van onroerende goederen Marokkaansche onderdanen zijn, neemt Zijne Sjerifiaansche Majesteit de noodige maatregelen opdat geen hinder worde teweeggebracht in de uitvoering der werken welke zij van algemeen nut heeft verklaard.

ART. 116.

Geldt het vreemde eigenaars, zoo wordt tot de onteigening overgegaan aldus :

Ingeval van oneenigheid tusschen het bevoegd bestuur en de eigenaar van het te onteigenen goed, wordt de vergoeding bepaald door eene bijzondere jury of, desnoods, door scheidslieden.

ART. 117.

Die jury zal samengesteld zijn uit zes deskundigen-schatters, gekozen aldus : drie door den eigenaar en drie door het bestuur dat de onteigening beoogt. Het gevoelen der volstreckte meerderheid is beslissend.

Kan er tot geene meerderheid worden gekomen, zoo benoemen de eigenaar en het bestuur elk een scheidsman, en die beide scheidslieden wijzen den derden scheidsman aan.

In geval van oneenigheid omtrent de aanwijzing van den derden scheidsman, wordt deze benoemd door het diplomatiek Lichaam te Tandzjer.

ART. 118.

De scheidslieden moeten gekozen worden op eene lijst, bij den aanvang van het jaar door het diplomatiek Lichaam opgemaakt, en zooveel mogelijk onder de deskundigen die hun verblijf niet houden ter plaatse waar het werk wordt uitgevoerd.

ART. 119.

De eigenaar kan van de door de scheidslieden uitgesproken beslissing in hooger beroep komen voor het bevoegd gerechtelijk lichaam en overeenkomstig de in zake scheidsrecht door de wetgeving, waarvan hij afhangt, gestelde regelen.

HOOFDSTUK VII.

Algemeene bepalingen.

ART. 120.

Ten einde hare wetgeving desnoods in overeenstemming te brengen met de bij deze algemeene akte aangegane verbintenissen, neemt elke der onderteekend hebbende Mogendheden de verplichting op zich, wat haar betreft, de goedkeuring te verwerven van de wettelijke maatregelen welke mochten noodig zijn.

ART. 121.

Deze algemeene akte zal bekrachtigd worden volgens de eigene wetten van elken Staat; de akten van bekrachtiging zullen zoohaast mogelijk, en ten laatste den een-en-dertigsten December negentienhonderd zes, te Madrid worden neergelegd.

Van de neerlegging zal een proces-verbaal worden opgemaakt waarvan een eensluidend gewaarmerkt afschrift langs hiërarchieken weg aan de onderteevend hebbende Mogendheden zal worden overhandigd.

ART. 122.

Deze algemeene akte zal in werking treden den dag dat al de akten van bekrachtiging zullen neergelegd zijn, en ten laatste den een-en-dertigsten December negentienhonderd zes.

Ingeval de bijzondere wettelijke maatregelen welke, in sommige landen, mochten noodig zijn om op hunne in Marokko verblijvende landgenooten de toepassing te verzekeren van eenige van de bepalingen dezer algemeene akte, geene goedkeuring mochten weggchaald hebben vóór den dag gesteld voor de bekrachtiging, zoo zouden die bepalingen, wat bedoelde landen betreft, maar toepasselijk worden nadat de wettelijke maatregelen zouden uitgevaardigd zijn.

ART. 123 en laatste.

Al de verdragen der onderteevend hebbende Mogendheden met Marokko blijven van kracht. Het is echter verstaan dat, in geval van strijdigheid tusschen de bepalingen daarvan en die dezer algemeene akte, laatstgenoemde overwegend zullen zijn.

Ten blijke waarvan de Gevolmachtigden deze algemeene akte hebben onderteevend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Algeciras, den zevenden dag van April negentienhonderd zes, in een enkel exemplaar welk zal blijven berusten in het archief der Regeering van Zijne Katholieke Majesteit en waarvan eensluidend gewaarmerkte afschriften langs hiërarchieken weg aan de onderteevend hebbende Mogendheden zullen overhandigd worden.

Voor Duitschland :

(L. S.) RADOWITZ.

(L. S.) TATTENBACH.

Voor Oostenrijk-Hongarië :

(L. S.) WELSERSHEIM.

(L. S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.

Voor België :

(L. S.) JOOSTENS.

(L. S.) Comte CONRAD DE BUISSET.

Voor Spanje :

(L. S.) EL DUQUE DE ALMODÓVAR DEL RÍO.

(L. S.) J. PÉREZ-CABALLERO.

*Voor de Vereenigde Staten
van Amerika :*

Onder voorbehoud van de verklaring op de algemeene vergadering der Conferentie den 7ⁿ April 1906 afgelegd.

(L. S.) HENRY WHITE.

(L. S.) SAMUEL R. GUMMÉRÉ.

Voor Frankrijk :

(L. S.) RÉVOIL.

(L. S.) REGNAULT.

Voor Groot-Britannië :

(L. S.) A. NICOLSON.

Voor Italië :

(L. S.) VISCONTI VENOSTA.

(L. S.) G. MALMUSI.

*Voor Marokko :**Voor Nederland :*

(L. S.) H. TESTA.

Voor Portugal :

(L. S.) CONDE DE TOVAR.

(L. S.) CONDE DE MARTENS FERRAO.

Voor Rusland :

(L. S.) CASSINI.

(L. S.) BASILE BACHERACHT.

Voor Zweden :

(L. S.) ROBERT SAGER.

TOEGEVOEGD PROTOKOL.

De gemachtigden van Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Spanje, de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Nederland, Portugal, Rusland en Zweden, bij het overgaan tot de onderteekening van de Algemeene Akte der Conferentie van Algeciras,

Hiermede rekening houdende dat de gemachtigden van Marokko verklaard hebben niet in staat te zijn, voor het oogenblik, hunne onderteekening te geven, daar de afstand hun niet toelaat binnen korten tijd het antwoord van Zijne Sjerifiaansche Majesteit te erlangen nopens de punten waaromtrent zij het noodig hebben geoordeeld hem te raadplegen,

Verbinden zich wederkeerig, krachtens hunne eigene volmachten, samen al hunne krachten in te spannen opdat Zijne Sjerifiaansche Majesteit meergenoemde Algemeene Akte in haar geheel goedkeure en opdat de daarin voorziene hervormingen, welke in nauw verband staan met elkander, gezamenlijk worden ingevoerd.

Dienvolgens komen zij overeen Zijne Excellentie den heer Malmusi, Minister van Italië in Marokko en deken van het diplomatiek Lichaam te Tandzjer, te gelasten daartoe de noodige stappen aan te wenden en hierbij de aandacht van Zijne Majesteit den Sultan te vestigen op de groote voordeelen welke voor zijn Rijk uit de ter Conferentie door de algemeenheid der onderteekend hebbende Mogendheden goedgekeurde bepalingen zullen voortspruiten.

De toetreding van Zijne Sjerifiaansche Majesteit tot de Algemeene Akte der Conferentie van Algeciras zal door tusschenkomst van de Regeering Zijner Katholieke Majesteit aan de Regeering der andere onderteekend hebbende Mogendheden moeten bekend gemaakt worden. Die toetreding zal dezelfde kracht hebben als hadden de gemachtigden van Marokko hunne onderteekening op de Algemeene Akte gezet, en zal dienen als bekrachtiging door Zijne Sjerifiaansche Majesteit.

Ten blijk van waarvan de gemachtigden van Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Spanje, de Vereenigde Staten van Amerika, Frankrijk, Groot-Britannië, Italië, Nederland, Portugal, Rusland en Zweden dit toegevoegd protokol hebben onderteekend en er hun zegel hebben op afgedrukt.

Gedaan te Algeciras, den zevenden dag van April, negentienhonderd zes, in een enkel exemplaar, welk zal blijven berusten in het archief van de Regeering Zijner Katholieke Majesteit en waarvan eensluidend gewaarmerkte af-

schriften langs hiërarchieken weg aan de onderteevend hebbende Mogendheden zullen overhandigd worden.

<i>Voor Duitschland :</i>	(L. S.) RADOWITZ. (L. S.) TATTENBACH.
<i>Voor Oostenrijk-Hongarije :</i>	(L. S.) WELSESHAIMB. (L. S.) BOLESTA-KOZIEBRODZKI.
<i>Voor België :</i>	(L. S.) JOOSTENS. (L. S.) COMTE CONRAD DE BUISSET.
<i>Voor Spanje :</i>	(L. S.) EL DUQUE DE ALMODÓVAR DEL RÍO. (L. S.) J. PÉREZ-CABALLERO.
<i>Voor de Vereenigde Staten van Amerika :</i>	(L. S.) HENRY WHITE (L. S.) SAMUEL R. GUMMERÉ.
<i>Voor Frankrijk :</i>	(L. S.) RÉVOIL. (L. S.) REGNAULT.
<i>Voor Groot-Britannië :</i>	(L. S.) A. NICOLSON.
<i>Voor Italië :</i>	(L. S.) VISCONTI VENOSTA. (L. S.) G. MALMUSI.
<i>Voor Nederland :</i>	(L. S.) H. TESTA.
<i>Voor Portugal :</i>	(L. S.) CONDE DE TOVAR. (L. S.) CONDE DE MARTENS FERREAO.
<i>Voor Rusland :</i>	(L. S.) CASSINI. (L. S.) BASILE BACHERACHT.
<i>Voor Zweden :</i>	(L. S.) ROBERT SAGER.



(45)
(N^r 170)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 MEI 1906.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Algemeene Akte der Conferentie van Algeciras van 7 April 1906 en van het daaraan toegevoegd protocol van denzelfden dag.

ERRATUM

Bladzijde 44, na de woorden : « *Voor de Vereenigde Staten van Amerika,* » te lezen : « *Onder voorbehoud van de verklaring afgelegd ter algemeene vergadering van de Conferentie op 7 April 1906.* »
